

**TABLE DES MATIÈRES**

	Paragraphe	Pages
<b>I. INTRODUCTION.....</b>	1 – 8	2 - 4
<b>II. DÉFINITION ET PERTINENCE DE L'ÉTUDE.....</b>	9 – 14	4 - 7
1. Définition préliminaire.....	9 – 11	4 - 6
2. Pertinence de l'étude .....	12 – 14	6 - 7
<b>III. STRUCTURE DES DISCRIMINATIONS PAR</b>		
<b>SEXE ET PAR ÂGE .....</b>	15 – 27	7 - 17
1. Taux d'abstention et de victimisation .....	15 – 16	7
2. Les Formes de discrimination .....	17 – 18	8 - 10
3. Les auteurs de discrimination .....	19 – 20	10 - 12
4. Les voies de recours et les demandes d'assistance .....	21 – 22	12 - 13
5. Les manifestations de discrimination .....	24 – 25	14 - 15
6. Les causes de discrimination .....	26	15 - 16
7. Les conséquences des discriminations .....	27	16 - 17
<b>IV. STRUCTURE DE LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE</b>		
<b>ET LA COMPOSITION DU CORPS SOCIAL .....</b>	28	17 - 23
1. Structure de la répartition géographique et de la composition des Églises		18 - 20
2. Structure représentative des partis politiques		
reconnus au Cameroun .....		20 - 21
3. Structure représentative des organisations		
non-gouvernementales reconnues au Cameroun .....		22
4. Structure de la représentation nationale		
du parlement du Cameroun .....		23
5. Structure de la représentation des responsabilités		
au sein des mairies .....		23
<b>V. CONCLUSIONS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS ...</b>	29 – 37	24 - 34
<b>VI. ANNEXES .....</b>		25 - 34
ANNEXE 1 : Liste des victimes ayant sollicité une assistance .....		25 - 28
ANNEXE 2 : Listes des ethnies des victimes et témoins ayant		
participé à l'enquête de terrain .....		28 - 29
ANNEXE 3 : Questionnaire d'enquête .....		30 - 33
ANNEXE 4 : Mot d'ouverture des travaux de l'atelier de restitution de l'étude prononcée		
par le Président du CRED le 12 septembre 2012. ....		33 - 34
ANNEXE 5 : Compte rendu des travaux de restitution de l'étude le 12.09.12.....		35 - 39
ANNEXE 6 : Liste des publications de CRED		
ANNEXE 7 : Draft programme national anti-discrimination		

## I. INTRODUCTION

1. Sur la base des dispositions de la résolution 6/21 du 28 septembre 2007 et 3/103 du 8 décembre 2006 du Conseil des droits de l'Homme, le Comité Ad hoc chargé d'élaborer des normes internationales complémentaires a tenu quatre sessions à Genève, ayant pour mandat d'élaborer, à titre prioritaire, et pour répondre à une nécessité, des normes complémentaires, qui sous la forme soit d'une convention soit d'un ou de plusieurs protocoles à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD, 1965), combleront les lacunes actuelles de la Convention et proposeront également de nouveaux textes normatifs visant à combattre toutes les formes de racisme contemporain, notamment l'incitation à la haine raciale et religieuse.

2. Se fondant sur l'article 7 de la Déclaration des Nations-Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus : « Chacun a le droit individuellement ou en association avec d'autres, d'élaborer de nouveaux principes et idées dans le domaine des droits de l'homme, d'en discuter et d'en promouvoir la reconnaissance », le CRED a formulé par écrit lors de la 4<sup>e</sup> session du Comité ad hoc tenu du 10 au 21 avril 2012 une proposition d'élaboration d'une Convention générale sur l'élimination de toutes les formes multiples de discrimination.

3. Dans la même déclaration écrite, le CRED a informé le Comité ad hoc de la réalisation d'une étude situationnelle sur les formes multiples de discrimination au Cameroun, dans l'optique d'apporter la pertinence de cette proposition. La pertinence scientifique d'un objet d'étude s'établit en indiquant de quelle façon cette recherche répond aux préoccupations des chercheurs et de la société.

4. D'abord signalons que le choix du Cameroun se justifie par le caractère multiculturel de sa population. Le Cameroun est situé entre l'Equateur et le Tropique du Cancer. Le pays a la forme d'un grand triangle d'une superficie de 475.000 km<sup>2</sup> s'inscrivant entre l'Océan Atlantique, le lac Tchad et le bassin du Congo. Les pays limitrophes du Cameroun sont le Nigeria, le Congo, le Gabon, le Tchad, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine. La population camerounaise présente une extraordinaire diversité dont les principales caractéristiques se présentent sur le tableau suivant :

Caractéristiques	Données globales du pays	Données de l'étude
Population	19.406.100 habitants <sup>1</sup> , 9.599.224 hommes 9.806.876 femmes	Echantillon de 2502 personnes repartit proportionnellement à la population régionale du Cameroun par sexe. <sup>2</sup>
Langues officielles	Français (80%) Anglais (20%)	Francophones (436) Anglophones (288)
Esperance de vie	45ans (hommes) 47 ans (femmes)	-Moyenne d'âge de l'échantillon étudié 43 ans (minimum 12 ans, maximum 73 ans) -Les moins de 18 ans : 34 -Les 18-45 ans : 520 -Les 46 ans et plus : 57 -Célibataires : 384 -Mariés : 260
Principales croyances	Le catholicisme (35%) Religions reformées (22%) Islam (20%) Religions traditionnelles (23%)	-Chrétiens : 418 -Musulmans : 79 -Religions traditionnelles : 19 -Laïc : 1
Ethnies	250 ethnies (soudanaises et bantoues)	66 ethnies et 12 ressortissants étrangers (voir annexe 2)
Secteurs d'activités		-Secteur public : 111 -Secteur privé : 79 -Secteur informel : 264 -Elèves et étudiants : 185 -Chômeurs : 19 -Clergé : 13 -Politicien : 1 -Fonctionnaires internationaux : 1 -Sans profession : 51

**Tableau 1 : Tableau de la structure de la population Camerounaise et de l'échantillon étudié**

5. Il s'ensuit que pour mener à bien cette recherche, l'approche participative et l'approche axée sur les victimes ont été adoptées par l'organisation. Un atelier consultatif a regroupé 25 participants

<sup>1</sup> Bureau central des recensements généraux de la population(BUCREP), 3<sup>e</sup> recensement général de la population(RGPH), 2010, [www.bucrep.cm](http://www.bucrep.cm), (consulté le 10.06.12)

Région	Effectif total de l'échantillon	Effectif sexe féminin	Effectif sexe masculin
Adamaoua	130	66	64
Centre	455	226	229
Est	103	51	52
Extrême-Nord	448	226	222
Littoral	370	185	185
Nord	265	135	130
Nord-Ouest	233	122	111
Ouest	230	122	108
Sud	90	44	46
Sud- Ouest	178	88	90
<b>TOTAL</b>	<b>2502</b>	<b>1265</b>	<b>1237</b>

élargis au gouvernement, à la société civile et aux organismes des Nations-Unies s'est tenu le 10 avril à Yaoundé au siège de CRED au cours duquel des parties prenantes à l'étude ont été constituées, notamment la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés du Cameroun(CNDHL), le ministère de la recherche scientifique et de l'innovation(MINRESI), le ministère du travail et de la sécurité sociale(MINTSS), le syndicat des prestataires de services(SYDPRES), et le réseau des défenseurs des droits de l'homme en Afrique centrale(REDHAC).

6. Les parties prenantes se sont ensuite réunies les 10 mai et 24 mai 2012 et ont validé le questionnaire d'enquête de terrain axée sur les victimes et les témoins des discriminations. Lors de la réunion du 24 mai 2012, les questions thématiques et sectorielles ont été assignées à des institutions gouvernementales, au parlement et à la Cour suprême, ainsi qu'à la CNDHL. Ainsi, la réunion était élargie au Ministère de la Justice, au ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, au ministère de la promotion de la femme et de la famille et au ministère de la fonction publique et de la réforme administrative. Par ailleurs, le CRED a convoqué dans ses bureaux le 28.07.12 une réunion avec les ressortissants étrangers pour recenser des victimes de discriminations et 12 étrangers ont été enquêtés. Les questions thématiques qui sont restées sans réponse ont été ensuite traduites sous le format d'étude sectorielle dans le draft de programme élaboré à l'issue de l'étude. Les visites des lieux de détention n'ont pas été possibles du fait de l'absence d'autorisation sollicitée du Ministère de la Justice. Pour finir dans cette approche participative, le CRED a organisé le 12 septembre 2012 un atelier de restitution des résultats de l'étude qui a permis de prendre en compte les observations et les préoccupations de toutes les parties prenantes et d'améliorer la présentation du présent rapport.

7. Sur la base des seuls moyens très limités de CRED, le groupe d'enquête de terrain composé de Mr Hilaire BELL, directeur de l'étude, assisté de : Chamberline Simo Noubi ,Cyriaque Johnston Menguele, Kenna Kuma, , Thérèse Fleur Ngo Mananga Bipoupout, a administré le questionnaire d'enquête<sup>3</sup> à 724 personnes dans les régions du Centre (18,2% de la population du pays), du Sud-ouest (7,1% de la population) et du Sud (3,6% de la population du pays), respectivement la région la plus peuplée, la moyennement peuplée et la moins peuplée du Cameroun.

8. Se référant sur la méthodologie de la résolution 6/30 du Conseil des droits de l'homme, la présentation des résultats de cette recherche préliminaire comprendra quatre parties : Définitions et pertinence de l'étude, structure par sexe et par âge des discriminations, structure de la répartition géographique et de la composition du corps social et politique(Eglises, partis politiques, ONG et parlement, mairies), conclusions, perspectives et recommandations de l'étude.

## **II. DÉFINITION ET PERTINENCE DE L'ÉTUDE**

### **2.1.Définition préliminaire**

9. En droit, le principe de la non-discrimination et son corollaire le principe d'égalité, sont consacrés par le préambule, le paragraphe 3 de l'Article premier et l'Article 55 de la Charte des Nations Unies(1945), et le paragraphe 1 de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme(1948) interdisent toute discrimination. L'interdiction de la discrimination des catégories

---

<sup>3</sup>Voir le questionnaire en annexe3, le questionnaire était traduit en français et en anglais.

spécifiques est inscrite dans les instruments internationaux sur la discrimination raciale, la discrimination à l'égard des femmes, et les droits des réfugiés, des apatrides, des enfants, des travailleurs migrants et des membres de leur famille et des personnes handicapées<sup>4</sup>, et d'autres traités prescrivent d'éliminer la discrimination dans des domaines précis comme l'emploi et l'éducation et l'expression culturelle<sup>5</sup>. Outre les dispositions communes relatives à l'égalité et à la non-discrimination énoncées par l'article 7 et l'article 23 paragraphe 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 2 paragraphe 2 du Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels(1966), et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques(1966), celui-ci consacre dans son article 26 le droit à une égale protection de la loi et prévoit à cet égard que la loi doit garantir à tous une protection égale et efficace contre toute discrimination<sup>6</sup>.

10. Le Cameroun a ratifié les traités et est État-partie à toutes les Conventions citées plus haut sauf la Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles. Au Cameroun, la Constitution du 2 Juin 1972 telle que révisée le 18 janvier 1996 et le 14 avril 2008 interdit la discrimination et garantit la primauté du droit international sur le droit national.

11. Il n'existe pas encore une définition juridique globale de la discrimination, les instruments internationaux sur l'élimination des discriminations particulières énoncés précédemment, ont donné des définitions spécifiques au phénomène de discrimination selon leurs fins respectives<sup>7</sup>. Cette étude

<sup>4</sup> Voir la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discriminations raciales(1981), et la Déclaration sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion et la conviction(1981), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination Raciale(1965), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes(1966), la Convention relative au statut des réfugiés(1951); la Convention relative au statut des Apatrides(1954), la Convention relative aux droits de l'enfant(1989), la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille(1990) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées(2006).

<sup>5</sup> Voir La Convention no 111 (1958) de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession) et la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960) et la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2006).

<sup>6</sup> Voir l'Observation générale no 18 (1989) du Comité des droits de l'homme sur la non- discrimination et l'observation générale no20(2009) sur la non-discrimination dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels (art. 2, par. 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)

<sup>7</sup> Voir par exemple, la *Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*. **Article premier.** « Dans la présente Convention, l'expression «discrimination raciale» vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique. » Voir aussi *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes*. **Article Premier :** Aux fins de la présente Convention, l'expression "discrimination à l'égard des femmes" vise toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine. **Voit aussi CIII Convention concernant la discrimination (emploi et profession).** **Article 1 :** 1. Aux fins de la présente convention, le terme discrimination comprendra) toute distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession) toute autre distinction, exclusion ou préférence ayant pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession, qui pourra être spécifiée par le Membre intéressé après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, s'il en existe, et d'autres organismes appropriés. 2. Les distinctions, exclusions ou préférences fondées sur les qualifications exigées pour un emploi déterminé ne sont pas considérées comme des discriminations. 3. Aux fins de la présente convention, les mots emploi et profession recouvrent l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d'emploi.

sur les multiples formes de discriminations<sup>8</sup> s'inscrit dans une perspective globale<sup>9</sup> qui s'appuie sur le principe fondamental de l'universalité, l'indivisibilité, l'interdépendance et l'inaliénabilité des droits de l'homme. Et ce faisant, en s'inspirant de ces définitions spécifiques et des données sur les victimes examinés, nous admettons, au sens de la présente étude, **on entend par discrimination**, toute distinction, exclusion, restriction, préférence ou omission fondée sur le sexe, la race, la couleur, l'ascendance, la langue, la nationalité ou l'origine ethnique, la croyance religieuse, l'apparence physique, l'intelligence, le statut civil et social, l'appartenance ou l'opinion politique, la fortune, la culture, les sévices et l'orientation sexuels<sup>10</sup> ou tout autre situation qui a pour but ou pour effet d'empêcher ou de gêner, directement ou indirectement, la reconnaissance, l'égalité de jouissance ou l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus en droit international.

## 2.2. Pertinence de l'étude

12. Cette étude se fonde en outre sur les observations finales des Organes de traités<sup>11</sup> des droits de l'homme des Nations Unies sur le Cameroun des quinze dernières années, d'où il est possible de retracer toutes les mesures positives et discriminatoires de la législation Camerounaise

13. En fait, la préoccupante prégnance des Organes de traités met en évidence l'absence des données structurelles<sup>12</sup> des discriminations au Cameroun. Notons en plus que l'éparpillement des mécanismes ne rend pas possible la régularité des rapports périodiques présentés par le Cameroun et les parties prenantes, qui sont pour la plupart des cas transmis aux Organes conventionnels avec

<sup>8</sup> The resolution of the UN Commission on Human Rights of 23 April 2002 on the integration of the human rights of women throughout the United Nations system states 'the importance of examining the intersection of multiple forms of discrimination', Commission on Human Rights, *The Integration of the Human Rights of Women throughout the United Nations System*, UN Doc. E.CN.4/2002/L.59.

<sup>9</sup> Pragna Patel, Notes on Gender and Racial Discrimination: An urgent need to integrate an intersectional perspective to the examination and development of policies, strategies and remedies for gender and racial equality, available at <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/Patel45.htm>

<sup>10</sup> Concept d'orientation sexuelle proposé par Mme Gaëlle Démolis, Experte Associée, Centre des Nations-Unies aux droits de l'homme et la Démocratie en Afrique centrale, le 12 septembre à l'atelier de restitution de l'étude

<sup>11</sup> Voir, *Conclusions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : Cameroun. 31.03.1998.*

*CERD/C/304/Add.53. (Concluding Observations/Comments)* ; Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : Cameroun, Quarante-troisième session, 19 janvier-6 février 2009, CEDAW/C/CMR/CO/3 ; Observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : Cameroun, Soixante-seizième session

15 février – 12 mars 2010, CEDR/c/CMR/CO/15-18 ; Observations finales du comité des droits de l'enfant : Cameroun, Cinquante-troisième session, 11-29 janvier 2010, CRC/C/CMR/CO/2 ;

Concluding observations of the Human Rights Committee Cameroon, Ninety-ninth session, Geneva, 12-30 July 2010, CCPR/C/CMR/CO/4 ; Observations finales du Comité contre la torture : Cameroun, Quarante-quatrième session 26 avril – 14 mai 2010, CAT/C/CMR/CO/4 ; Observations finales du Comité des droits économiques, sociaux et culturels: Cameroun, Quarante-septième session, Genève, 14 novembre-2 décembre 2011, E/C.12/CMR/CO/2-3

<sup>12</sup> Voir « constructivisme structuraliste ou structuralisme constructiviste » de Bourdieu (1987 :147) intéressant dans le cadre de cette recherche. C'est l'idée que la perception de la réalité est construite (constructivisme) au sein de ou en tenant compte de structures objectives, qui sont indépendantes de « la conscience ou de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques ou leurs représentations » (structuralisme). Cette idée est aussi proche de Foucault (1969) : les humains sont déterminés par des structures, notamment des structures discursives.



des retards considérables<sup>13</sup> et le suivi des recommandations est inopérant. Le fait préjudiciel qui ressort des conclusions de la 52<sup>e</sup> session du comité pour l'élimination de la discrimination raciale<sup>14</sup> relève l'information selon laquelle les tribunaux du Cameroun ne sont jamais saisis des faits relatifs à la discrimination raciale. C'est pourquoi, cette modeste étude, qui est le résultat d'une large participation de tous les segments de la société camerounaise, se construit autour de l'analyse structurelle des discriminations par sexe, et tranche d'âge des victimes. D'autres développements sont possibles, notamment par secteurs d'activités, croyance religieuse des victimes recensées pendant l'étude. Elle a la particularité d'avoir déterminé pour la première fois au Cameroun, un taux de victimisation. Mais en plus, elle présente la structure des différentes représentations du corps social et politique par sexe, et origines géographiques qui sont issues de la Communication de la représentante du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation Mme MBENGENAMA Désirée, lors de la réunion du 24 mai 2012.

14. Par ailleurs, dans le contexte de l'élaboration des normes internationales complémentaires basé sur les dispositions de la résolution 6 / 21 du 28 Septembre 2007 et 3 / 103 du 8 Décembre 2006 du Conseil des droits de l'homme, cette production est une contribution et une réponse aux besoins des situations factuelles exprimées par les Membres du Conseil des droits de l'Homme dans la perspective de l'élaboration des nouveaux textes normatifs pour combattre les formes contemporaines de racisme, y compris l'incitation à la haine raciale et religieuse. Il s'agira en particulier dans l'étude des structures des victimes d'identifier les formes et les manifestations nouvelles de discriminations qui n'entrent pas en matière dans le cadre de la définition énoncée dans la CEDR.

### III. STRUCTURE DES DISCRIMINATIONS PAR SEXE ET PAR ÂGE

#### 3.1 Taux d'abstention et de victimisation

15. L'analyse de la structure des discriminations par âge et par sexe se fonde sur les informations recueillies sur le questionnaire d'enquête administré auprès de 724 personnes dans les régions du Centre (18,2% de la population du pays), du Sud-ouest (7,1% de la population) et du Sud (3,6% de la population du pays), respectivement la région la plus peuplée, la moyennement peuplée et la moins peuplée du Cameroun.

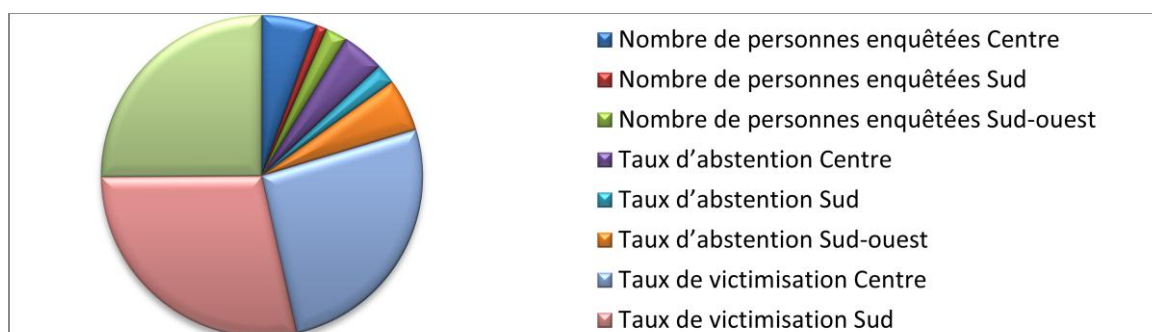
16. Le taux de victimisation qui ressort de l'enquête de terrain est assez élevé, 87,2%, sur la période de 1990 à 2012, et ces discriminations se produisent dans tous les milieux de vies.

Nombre de personnes enquêtées			Taux d'abstention			Taux de victimisation			
Centre	Sud	Sud-ouest	Centre	Sud	Sud-ouest	Centre	Sud	Sud-ouest	Total général
455 (18,2%)	91 (3,6%)	178 (7,1%)	14,06%	6,5 %	17,45%	85,9%	93,4%	82,5%	87,2%

**Tableau 2 : Tableau caractéristique du taux de victimisation et d'abstention**

<sup>13</sup> Mme Gaëlle Démolis, Experte Associée, Centre des Nations-Unies aux droits de l'homme et la Démocratie en Afrique centrale, le 12 septembre à l'atelier de restitution de l'étude à Yaoundé, souligne la possibilité pour le Gouvernement de soumettre un Document de base

<sup>14</sup> CERD/C/304/Add.53, par 13, 31 mars 1998.

***Diagramme 1 : Taux de victimisation et du taux d'abstention***

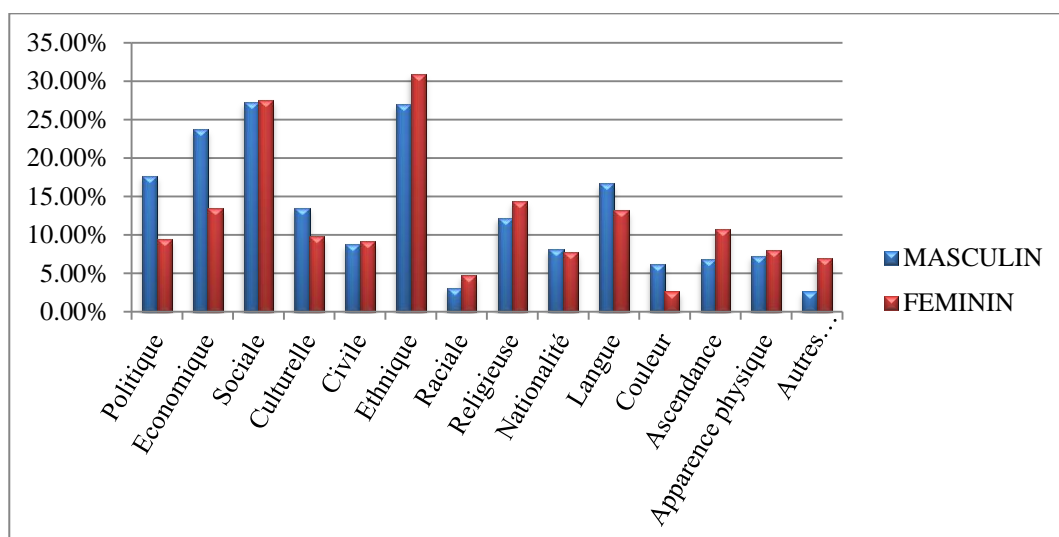
### 3.2 Formes de discriminations

17. Les discriminations fondées sur l'ethnie sont les plus répandues au Cameroun, 28,9%. Les femmes sont les plus touchées par cette forme de discrimination (30,9%), contre 27% pour les hommes. Il existe néanmoins 16 autres formes de discriminations :

Formes de discrimination	MASCULIN				FEMININ				TOTAL
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Politique	14,8%	12,7%	25,8%	17,7%	9,3%	2,2%	17,2%	9,5%	13,6%
Economique	20%	23,4%	27,9%	23,7%	14,2%	9%	17,2%	13,4%	18,5%
Sociale	30,4%	17%	34,4%	27,2%	28,8%	15,9%	37,9%	27,5%	27,3%
Culturelle	12%	14,8%	13,9%	13,5%	12,4%	4,5%	12,6%	9,8%	11,6%
Civile	9,6%	12,6%	4,3%	8,8%	11,5%	11,3%	4,5%	9,1%	8,9%
Ethnique	27,6%	27,6%	25,8%	27%	33,7%	34%	25,2%	30,9%	28,9%
Raciale	3,2%	4,2%	2,1%	3,1%	5,3%	2,2%	6,8%	4,7%	3,9%
Religieuse	15,2%	8,5%	12,9%	12,2%	19,1%	9%	14,9%	14,3%	13,2%
Nationalité	10,4%	0%	13,9%	8,1%	5,3%	4,5%	13,4%	7,7%	7,9%
Langue	18%	2,1%	30,1%	16,7%	16,8%	0%	22,9%	13,2%	14,9%
Couleur	2,8%	4,2%	11,8%	6,2%	3,5%	0%	4,5%	2,6%	4,4%
Ascendance	5,6%	2,1%	12,9%	6,8%	12,8%	2,2%	17,2%	10,7%	8,7%
Apparence physique	8%	2,1%	11,8%	7,3%	10,6%	4,5%	9,1%	8%	7,6%
Autres ( emploi, intelligence, genre,)	3,6%	0%	4,3%	2,6%	4,8%	6,8%	9,1%	6,9%	4,7%

**Tableau 3 : Tableau caractéristique de la structure des formes de discriminations par sexe**



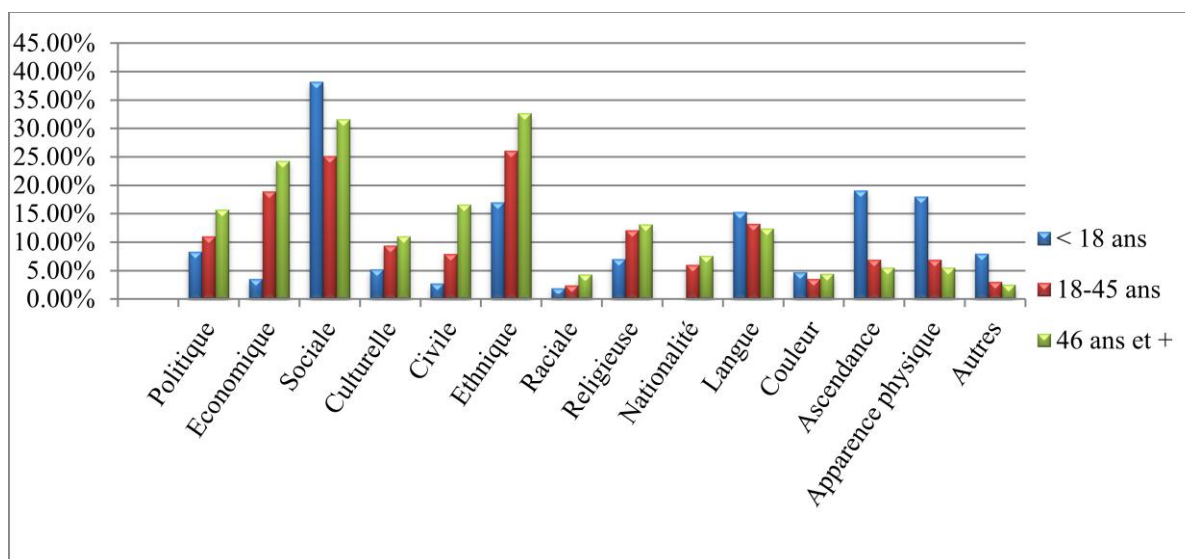


**Graphique 1 : Graphique de la structure des formes de discriminations par sexe**

18. Chez les moins de 18 ans, la principale préoccupation est d'ordre social, notamment du fait de leur statut d'enfant, d'élève ou d'étudiant pour la plupart, soit 38,2% de discrimination sociale. Par contre, chez les 18-45 ans et les 46 ans et +, la discrimination ethnique est la plus prégnante, soit respectivement 26,1% et 32,7%. D'une manière générale, c'est la discrimination du fait du statut social qui émerge le plus, soit 31,6%. Cette forme englobe entre autres choses, le statut des handicapés, le statut des malades, le statut de mineur et de personne âgée, la sécurité sociale, l'éducation, le logement.

Formes de discrimination	< 18 ans				18-45 ans				46 ans et +				Total
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Politique	0%	16,6%	8,3%	8,3%	12,4%	8,4%	12,2%	11%	17,3%	0%	30%	15,7%	11,6%
Economique	10,5%	0%	0%	3,5%	19,1%	18,3%	19,4%	18,9%	13%	33,3%	26,6%	24,3%	15,5%
Sociale	31,5%	50%	33,3%	38,2%	26,3%	19,7%	29,4%	25,1%	28,2%	33,3%	33,3%	31,6%	31,6%
Culturelle	15,7%	0%	0%	5,2%	9,2%	11,2%	7,9%	9,4%	6,5%	0%	26,6%	11%	8,5%
Civile	0%	0%	8,3%	2,7%	10,4%	11,2%	2,1%	7,9%	6,5%	33,3%	10%	16,6%	9%
Ethnique	26,3%	16,6%	8,3%	17%	30,3%	30,9%	17,2%	26,1%	28,2%	33,3%	36,6%	32,7%	25,2%
Raciale	5,8%	0%	0%	1,9%	3,7%	1,4%	2,1%	2,4%	6,5%	0%	6,6%	4,3%	2,8%
Religieuse	21%	0%	0%	7%	16,6%	11,2%	8,6%	12,1%	19,5%	0%	20%	13,1%	10,7%
Nationalité	0%	0%	0%	0%	5,2%	2,8%	10%	6%	13%	0%	10%	7,6%	4,5%
Langue	21%	0%	25%	15,3%	16,9%	1,4%	21,5%	13,2%	10,8%	0%	26,6%	12,4%	13,6%
Couleur	5,8%	0%	8,3%	4,7%	2,9%	2,8%	5%	3,5%	0%	0%	13,3%	4,4%	4,2%
Ascendance	15,7%	16,6%	25%	19,1%	6,7%	4,2%	10%	6,9%	0%	0%	16,6%	5,5%	10,5%
Apparence physique	21%	16,6%	16,6%	18%	10,1%	2,8%	7,9%	6,9%	6,5%	0%	10%	5,5%	10,1%
Autres	15,7%	0%	8,3%	8%	4,2%	0%	5%	3%	4,2%	0%	3,3%	2,5%	4,5%

**Tableau 4 : Tableau caractéristique de la structure des formes de discriminations**



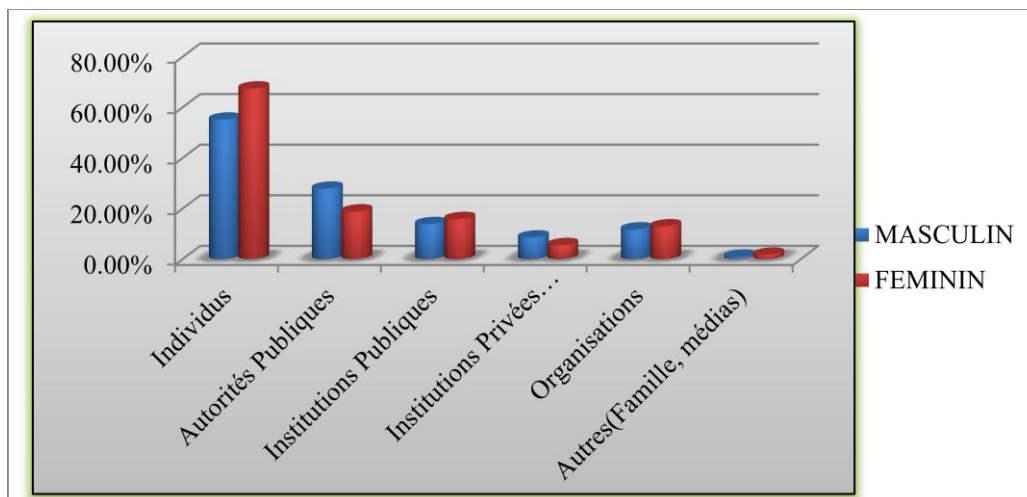
**Graphique 2: Graphique de la structure des formes de discriminations par tranche d'âge**

### 3.3 Les auteurs de discrimination

19. Les responsabilités sont partagées au niveau de six classes des auteurs des discriminations recensées. Chez les hommes victimes comme chez les femmes, les auteurs principaux indexés sont les individus, respectivement 55,1% et 67,4%.

Auteurs des discriminations	MASCULIN				FÉMININ				Total
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Individus	56,4%	44,6%	64,5%	55,1%	75,5%	56,8%	70,1%	67,4%	61,2%
Autorités Publiques	25,6%	14,8%	43%	27,8%	22,2%	6,8%	27,5%	18,8%	23,3%
Institutions Publiques	13,6%	10,6%	17,2%	13,8%	14,6%	18,1%	14,9%	15,8%	14,8%
Institutions Privées Nationales et locales	6,4%	8,5%	10,7%	8,5%	5,3%	4,5%	6,8%	5,5%	7%
Organisations	10,8%	10,6%	13,9%	11,7%	11,5%	9%	18,3%	12,9%	12,3%
Autres(Famille, médias)	0,8%	2,1%	0	0,9%	3,1%	2,2%	0%	1,7%	1,3%

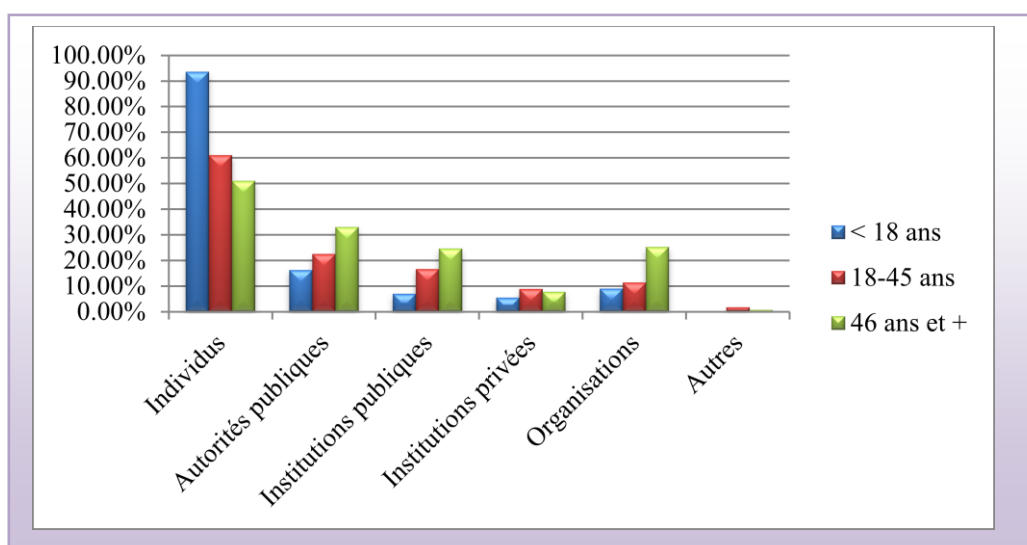
**Tableau 5 : Tableau caractéristique de la structure des auteurs des discriminations par sexe**



***Graphique 3: Diagramme de la structure des auteurs de discrimination***

Auteurs de discrimination	< 18 ans				18-45 ans				46 ans et +				Total
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Individus	97,7%	100%	83,3%	93,6%	66,4%	52,1%	64,7%	61%	56,5%	33,3%	63,3%	51%	68,5%
Autorités publiques	15,7%	16,6%	16,6%	16,3%	22,6%	11,2%	33,8%	22,5%	32,6%	33,3%	33,3%	33%	23,9%
Institutions publiques	21%	0%	0%	7%	12,4%	21,1%	16,5%	16,6%	17,3%	33,3%	23,3%	24,6%	16%
Institutions privées	0%	16,6%	0%	5,5%	6,2%	8,4%	12,2%	8,9%	6,5%	0%	16,6%	7,7%	7,3%
Organisations	10,5%	16,6%	0%	9%	9,4%	9,8%	15,1%	11,4%	19,5%	33,3%	23,3%	25,3%	15,2%
Autres	0	0%	0%	0%	5,2%	0%	0%	1,7%	2,1%	0%	0%	0,7%	0,8%

**Tableau 6 : Tableau de la structure des auteurs de discriminations par tranche d'âge**



***Graphique 4 : Graphique de la structure des auteurs de discriminations par tranche d'âge***

20. La propension des responsabilités individuelles chez les victimes de discriminations de moins de 18 ans est très forte, soit 93,6%. Cette donnée est aussi accentuée chez les 18-45 ans, et les 46 ans et +, ce qui représente respectivement 61% et 51%. Ainsi donc plus on évolue en âge plus on est moins discriminé ou influencé par la société.

### 3.4 Les voies de recours et les demandes d'assistance

21. Il est paradoxal de constater que malgré la forte propension du phénomène de discriminations au sein de la population camerounaise, très peu de personnes introduisent des recours auprès des institutions compétentes pour faire prévaloir leurs droits. Seulement 26,8% de recours introduits<sup>15</sup> soit auprès du tribunal administratif, soit du tribunal traditionnel, soit auprès des services sociaux, de la police ou de la gendarmerie. Toutefois, nous remarquons que les hommes font le plus recours aux services sociaux (9,4%) tandis que les hommes préfèrent le plus se plaindre auprès de la police et de la gendarmerie (11,9%).

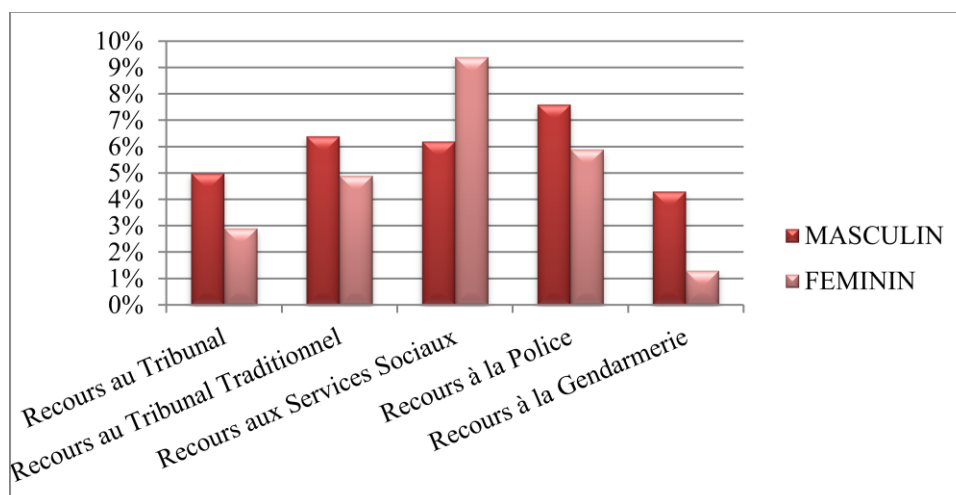
22. 69 personnes enquêtées parmi les victimes ont sollicité une assistance, ce qui représente 9,5% de la population étudiée. 8,2% de ces demandes sont celles des femmes (32 personnes), et 10,5% des hommes (37 personnes).

Recours	MASCULIN				FÉMININ				TOTAL
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Recours au Tribunal	3,6	6,3%	5,3%	5%	4,4%	0	4,5%	2,9%	3,9%
Recours au Tribunal Traditionnel	2,4%	6,3%	10,7%	6,4%	1,3%	2,2%	11,4%	4,9%	5,6%
Recours aux Services Sociaux	2,8%	6,3%	9,6%	6,2%	5,7%	9%	13,7%	9,4%	7,8%
Recours à la Police/Gendarmerie	4,8%/2,4%	8,5%/0%	9,6%/10,7%	7,6%/4,3%	6,6%/1,7%	2,2%/2,2%	9,1%/0%	5,9%/1,3%	6,7%/2,8%

**Tableau 7 : Tableau de la structure des recours par sexe.**

<sup>15</sup> Voir CERD/C/CMR/CO/15-18, par 21,30.03.10 : Prenant acte que les dispositions de la Convention peuvent être invoquées directement devant les juridictions nationales, le Comité regrette l'insuffisance des exemples d'application de la Convention par les tribunaux ainsi que l'absence de données statistiques sur les plaintes pour actes racistes, les poursuites engagées et les cas jugés par les juridictions. Le Comité est également préoccupé par la recrudescence de la justice populaire malgré l'adoption d'un nouveau Code de procédure pénale (art. 6).

**Le Comité rappelle sa recommandation générale n° 31 (2005) concernant la discrimination raciale dans l'administration et le fonctionnement du système de justice pénale, selon laquelle l'absence ou la rareté des plaintes, des poursuites et des jugements concernant les actes de discrimination raciale peut révéler, soit une information insuffisante des victimes de leurs droits, soit la peur d'une réprobation sociale ou de représailles, soit la crainte du coût et de la complexité des procédures judiciaires, soit un manque de confiance à l'égard des autorités de police et de justice, soit une insuffisante attention ou sensibilisation de ces autorités à l'égard des infractions de racisme.**

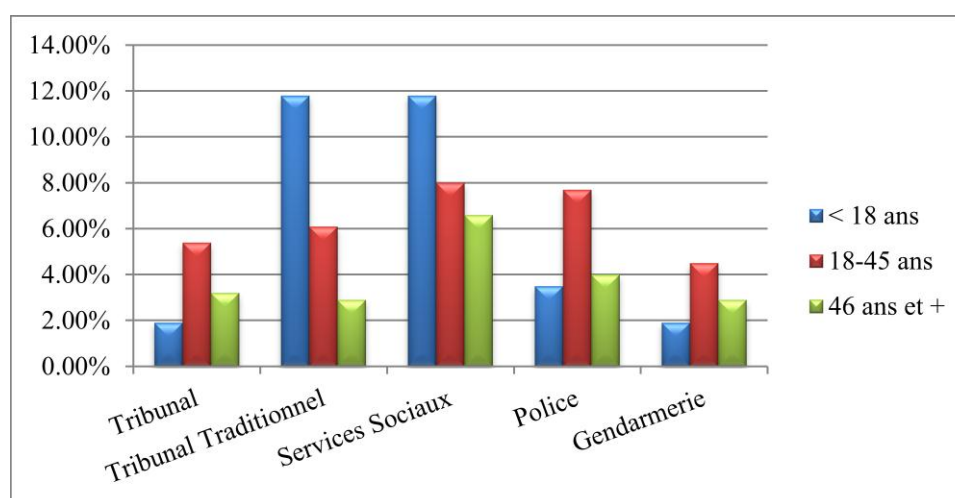


**Graphique 5 : Graphique de la structure des recours par sexe**

23. Selon l'âge, les services sociaux sont les plus sollicités par les victimes de discriminations que les autres instances de recours : 11,8% chez les moins de 18ans, 8% chez les 18-45 ans, 6,6 % chez les 46 ans et +.

Recours	< 18 ans				18-45 ans				46 ans et +				Total
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Tribunal	5,8%	0%	0%	1,9%	3,4%	4,2%	8,6%	5,4%	6,5%	0%	3,3%	3,2%	3,5%
Tribunal Traditionnel	10,5%	16,6%	8,3%	11,8%	1,2%	4,2%	12,9%	6,1%	2,1%	0%	6,6%	2,9%	6,9%
Services Sociaux	10,5%	0%	25%	11,8%	4,4%	9,8%	10%	8%	6,5%	0%	13,3%	6,6%	8,8%
Police/	10,5%	0%	0%	3,5% /	5,4% /	7% /	10,7%	7,7%	2,1% /	0% /	10% /	4% /	5% /
Gendarmerie	5,8%	0%		1,9%	2,2%	1,4%	10%	4,5%	2,1%	0%	6,6%	2,9%	3,1%

**Tableau 8 : Tableau de la structure des recours par tranche d'âge**



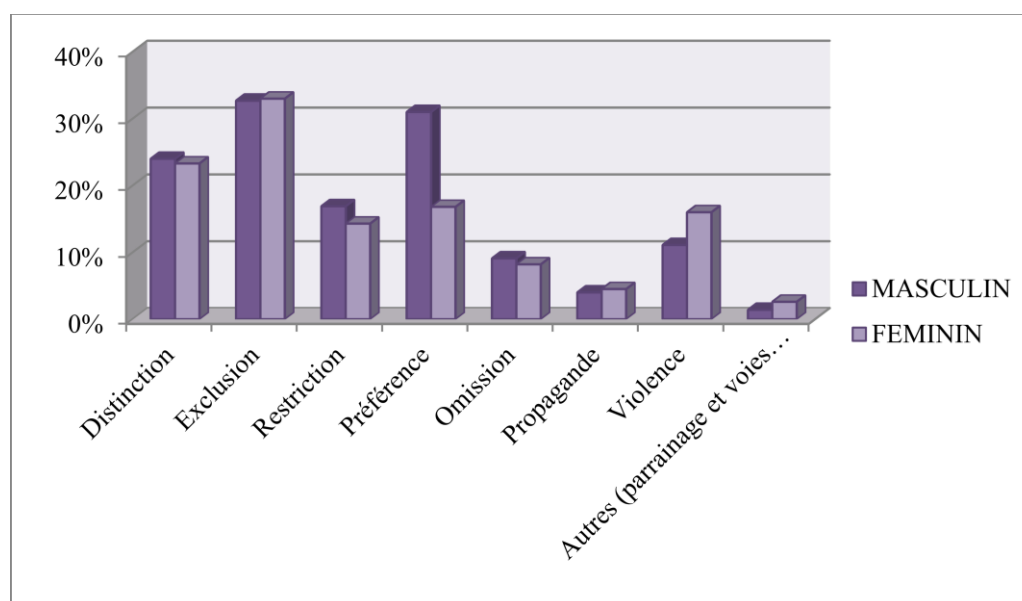
**Graphique 6 : Graphique de la structure des recours par tranche d'âge**

### 3.5 Les manifestations des discriminations

24. Les principales manifestations des discriminations sont par ordre d'importance : les exclusions(32,8%),les préférences(23,9%),les distinctions(23,6%),les restrictions des droits et libertés(15,6%),les violences(13,5%),les omissions volontaires(8,6%),les propagandes qui scandent la supériorité ou l'infériorité de certaines composantes de la société et les stigmatisent(4,2%), les parrainages et voies de fait(2%). Cette structure est indépendante des victimes des deux sexes, on relève cependant une différence au niveau du taux de préférence chez les hommes(31%) par rapport à celui des femmes(16,8%).

Manifestations de discrimination	MASCULIN				FEMININ				TOTAL
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Distinction	32,8%	25,5%	13,9%	24%	34,6%	13,6%	21,8%	23,3%	23,6%
Exclusion	35,2%	21,2%	41,9%	32,7%	36,4%	36,3%	26,4%	33%	32,8%
Restriction	15,6%	14,8%	20,4%	16,9%	14,6%	15,9%	12,6%	14,3%	15,6%
Préférence	25,6%	25,5%	41,9%	31%	25,3%	0%	25,2%	16,8%	23,9%
Omission	8%	0%	19,3%	9,1%	9,7%	0%	14,9%	8,2%	8,6%
Propagande	3,6%	2,1%	6,4%	4%	8%	0%	5,7%	4,5%	4,2%
Violence	8,8%	4,2%	20,4%	11,1%	20,8%	15,9%	11,4%	16%	13,5%
Autres (parrainage et voies de fait)	4,4%	0	0	1,4%	8%	0	0	2,6%	2%

**Tableau 9 : Tableau de la structure des manifestations de discriminations par sexe.**



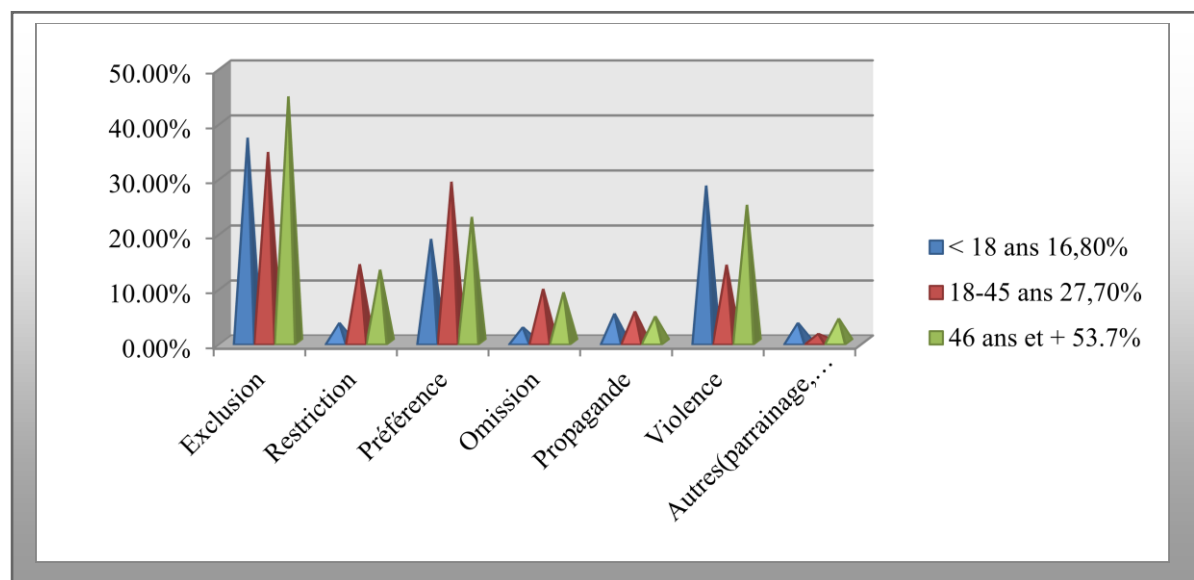
**Graphique 7 : Diagramme de la structure des manifestations de discriminations par sexe**



25. Les exclusions sont aussi en tête du classement des manifestations des discriminations les plus récurrentes selon les tranches d'âge, soit un taux de 38,8%. Cette tendance est plus élevée chez les 46 ans et +, avec 53,7%.

Manifestations de discriminations	< 18 ans				18-45 ans				46 ans et +				Total
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Distinction	42,1%	0%	8,3%	16,8%	34,3%	25,3%	23,7%	27,7%	34,7%	100%	26,6%	53,7%	32,7%
Exclusion	36,8%	50%	25%	37,2%	32%	33,8%	38,1%	34,6%	47,8%	33%	53,3%	44,7%	38,8%
Restriction	10,5%	0%	0%	3,5%	16,4%	11,2%	15,1%	14,2%	13%	0%	26,6%	13,2%	10,3%
Préférence	31,5%	0%	25%	18,8%	25,8%	26,7%	35,2%	29,2%	15,2%	0%	53,3%	22,8%	23,6%
Omission	0%	0%	8,3%	2,7%	8,4%	1,4%	19,4%	9,7%	10,8%	0%	16,6%	9,1%	7,1%
Propagande	15,7%	0%	0%	5,2%	5,7%	5,6%	5,7%	5,6%	4,3%	0%	10%	4,7%	5,1%
Violence	10,5%	50%	25%	28,5%	16,9%	12,6%	12,9%	14,1%	8,6%	33,3%	33,3%	25%	22,5%
Autres(parrainage, disqualification, voies de fait)	10,5%	0%	0%	3,5%	4,7%	0%	0%	1,5%	13%	0%	0%	4,3%	3,1%

**Tableau 10 : Tableau de la structure des manifestations de discriminations par tranche d'âge**



**Graphique 8 : Graphique de la structure des manifestations de discriminations par tranche d'âge.**

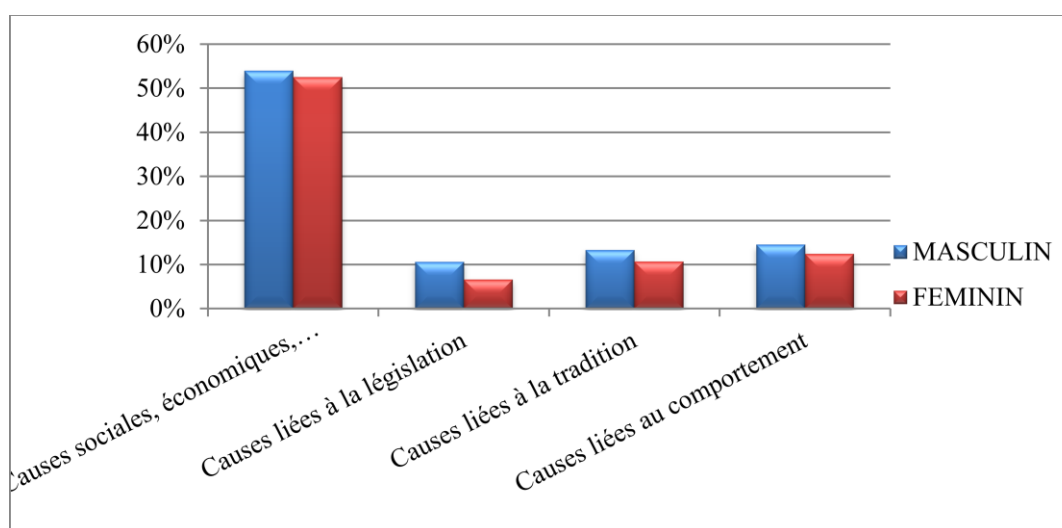
### 3.6 Les causes de discriminations

26. Les principales causes de discriminations étudiées sont à 53,2% d'ordre social, économique et politique, parmi les faits relevés, le problème de la pauvreté et la corruption, la haine, la répartition ethnique de certains postes du pouvoir politique, le statut d'handicapé, la situation de santé, le

niveau d'éducation, les jalousies, les échecs et les faillites dans l'ascension sociale et la compétition sociale, le statut d'être nouveau dans une communauté. Ensuite, viennent un certain nombre de causes spécifiques liées notamment au comportement des personnes (le fait de ne pas accomplir son devoir en société), les traditions (12%) et la législation en vigueur (8,6%).

Causes de discrimination	MASCULIN				FEMININ				TOTAL
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Causes sociales, économiques, politiques	41,6%	68%	52,6%	54%	42,6%	81,8%	33,3%	52,5%	53,2%
Causes liées à la législation	6,4%	10,6%	15%	10,6%	7,5%	4,5%	8%	6,6%	8,6%
Causes liées à la tradition	8%	17%	15%	13,3%	12,8%	4,5%	14,9%	10,7%	12%
Causes liées au comportement	11,6%	10,6%	21,5%	14,5%	14,6%	13,6%	9,1%	12,4%	13,4%

**Tableau 11 : Tableau de la structure des causes des discriminations par sexe**



**Graphique 9 : Graphique de la structure des causes des discriminations par sexe**

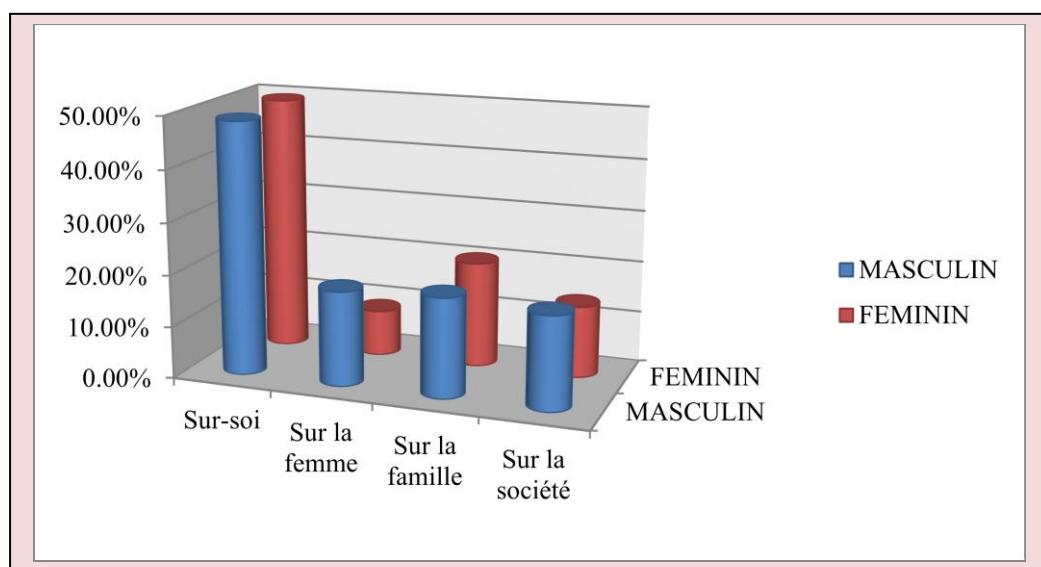
### 3.7 Les conséquences des discriminations

27. Les effets ou les impacts des multiples formes de discrimination sont aussi multiples. Les conséquences se répercutent immédiatement sur la personne discriminée(sur-soi) à 49%, sur la famille(19,8%) sur la société(15,9%) et sur les femmes(13,6%). Parmi les faits récurrents observés, on note des troubles psychologiques et le traumatisme, les divisions et la révolte, la perte de dignité, de l'honneur et de son intégrité physique, les inégalités sociales, les pertes matérielles, la perte de confiance et le mépris des personnes et des institutions responsables des discriminations, les démissions, l'abandon d'activité

professionnelle et académique, suppression de l'entretien et de la ration, la peur face à l'oppression, le changement du lieu de travail ou de résidence, l'abandon de foyer, les privations de libertés, notamment les libertés religieuses, de choisir son partenaire sexuel, liberté de conscience, violation du respect de la vie privée, violation du droit à l'épanouissement, du droit de propriété et de disposer de son salaire, droit à la sécurité sociale, à la sûreté. Un fait important à souligner, la haine et la pauvreté sont en même temps des causes et des conséquences de certaines discriminations subies.

Conséquences de discrimination	MASCULIN				FÉMININ				TOTAL
	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	Centre	Sud	Sud-ouest	Total	
Sur-soi	46%	68%	32,2%	48,7%	40%	77,2%	31%	49,4%	49%
Sur la femme	10%	17%	27,9%	18,3%	9,7%	11,3%	5,7%	8,9%	13,6%
Sur la famille	14%	31,9%	11,8%	19,2%	14,6%	25%	21,8%	20,4%	19,8%
Sur la société	13,6%	19,1%	21,5%	18%	16,8%	9%	16%	13,9%	15,9%

**Tableau 12 : Tableau de la structure des conséquences des discriminations par sexe**



***Graphique 10: Graphique de la structure des conséquences de discriminations par sexe***

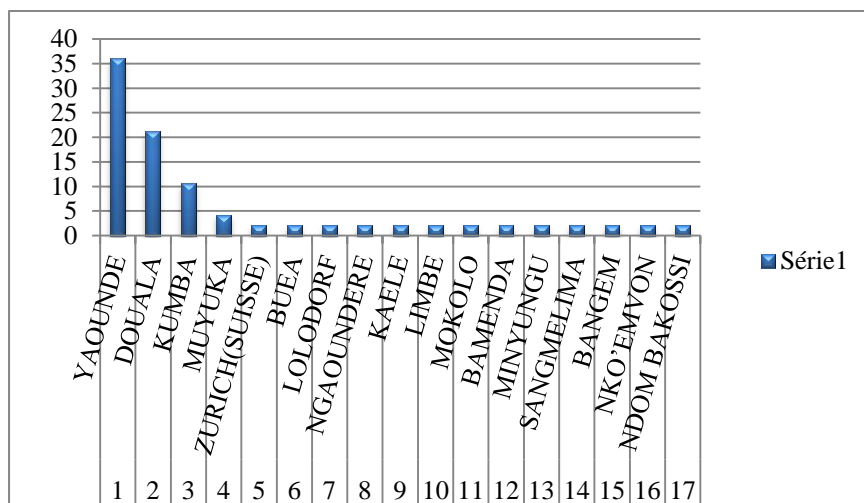
#### IV. STRUCTURE DE LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE, ET DE LA COMPOSITION DU CORPS SOCIAL ET POLITIQUE

28. La structure de la répartition géographique et de la composition du corps social permettent d'apprécier dans quelle mesure les variables examinés dans l'approche axée sur les structures de la discrimination chez les victimes sont représentées dans le corps social et politique, notamment les églises, les partis politiques, les organisations non gouvernementales, le parlement et les mairies.

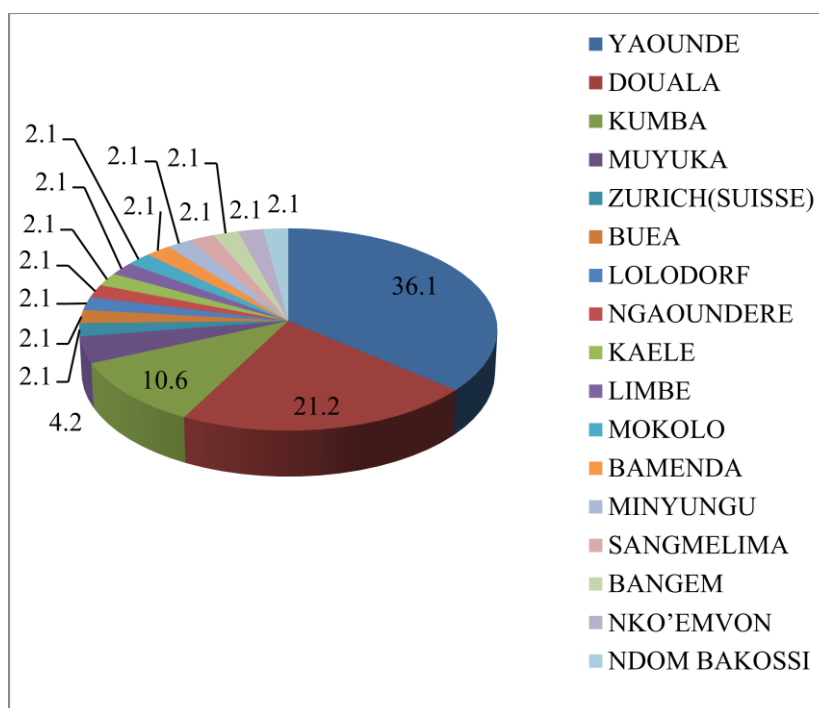
Les chiffres exposés dans cette partie sont tirés de l'exposé du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation lors de la réunion préparatoire du 24 mai 2012.

#### 4.1 Structure de la répartition géographique, et de la composition des églises

No	Tableau 12 Structure des Sièges des Eglises	NOMBRES (%)
1	YAOUNDE	36,1
2	DOUALA	21,2
3	KUMBA	10,6
4	MUYUKA	4,2
5	ZURICH(SUISSE)	2,1
6	BUEA	2,1
7	LOLODORF	2,1
8	NGAOUNDERE	2,1
9	KAELE	2,1
10	LIMBE	2,1
11	MOKOLO	2,1
12	BAMENDA	2,1
13	MINYUNGU	2,1
14	SANGMELIMA	2,1
15	BANGEM	2,1
16	NKO'EMVON	2,1
17	NDOM BAKOSSI	2,1

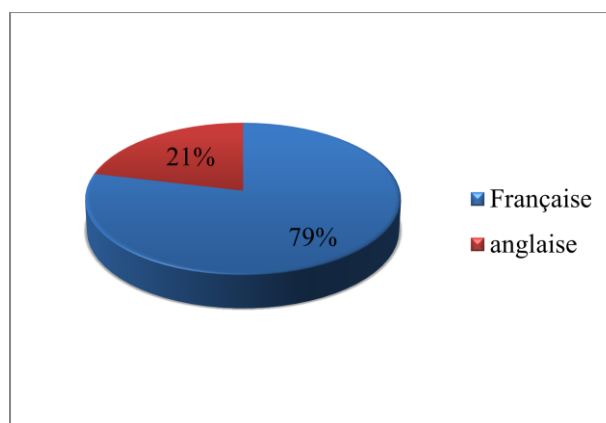


**Graphique 11 : Graphique de la répartition géographique des sièges des églises reconnues au Cameroun**

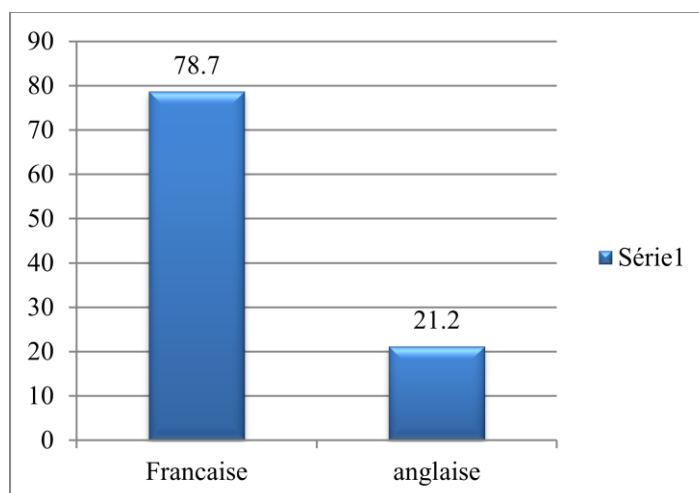


**Diagramme 2 : Diagramme de la répartition géographique des sièges des églises reconnues au Cameroun**

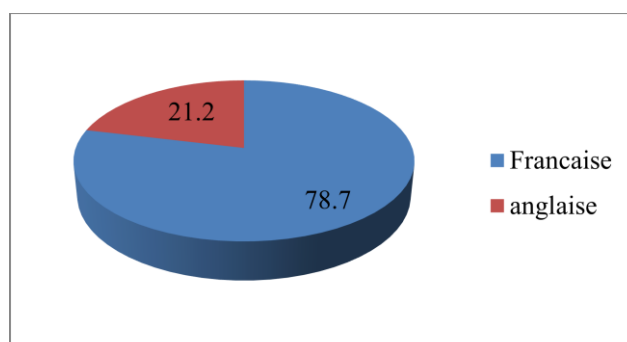
<b>Tableau 13</b>	(%)
<b>Structure par langue parlée des Eglises</b>	
Française	37
anglaise	10
Total	47



**Diagramme3 : Diagramme de la structure par langue officielle parlée des Églises**

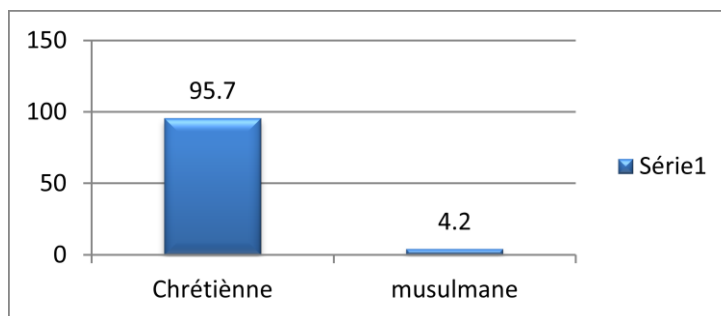


**Graphique 12 : Graphique de la structure par langue officielle parlée des Églises**

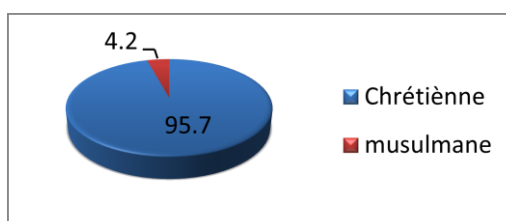


**Diagramme3 : Diagramme de la structure par langues officielles parlées des Églises**

<b>Tableau 14</b>	(%)
<b>Structure par croyance des Églises</b>	
Chrétienne	45(95,7)
musulmane	2(4,2)
Total	47



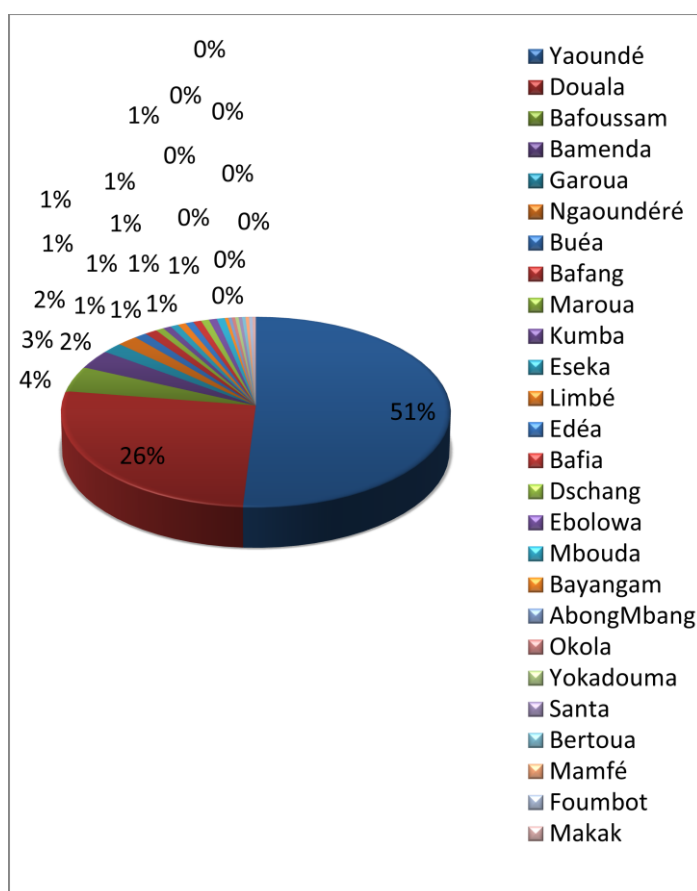
**Graphique 13 : Graphique de la structure par croyance des Églises**



**Diagramme 4 : Diagramme de la structure par croyance des Églises reconnues au Cameroun**

## 4.2 Structure représentative des partis politiques reconnus au Cameroun (276)

<b>Tableau 15</b>		
<b>Structure de la répartition géographique des sièges des partis politiques</b>		
N°	SIÈGES	NOMBRE
1	Yaoundé	139(50,3%)
2	Douala	72(26,08%)
3	Bafoussam	12(4,3%)
4	Bamenda	9(3,2%)
5	Garoua	5(1,8%)
6	Ngaoundéré	5(1,8%)
7	Buéa	3(1,08%)
8	Bafang	3(1,08%)
9	Maroua	2(0,7%)
10	Kumba	2(0,7%)
11	Eseka	2(0,7%)
12	Limbé	2(0,7%)
13	Edéa	2(0,7%)
14	Bafia	2(0,7%)
15	Dschang	2(0,7%)
16	Ebolowa	2(0,7%)
17	Mbouda	2(0,7%)
18	Bayangam	1(0,3%)
19	AbongMbang	1(0,3%)
20	Okola	1(0,3%)
21	Yokadouma	1(0,3%)
22	Santa	1(0,3%)
23	Bertoua	1(0,3%)
24	Mamfé	1(0,3%)
25	Foumbot	1(0,3%)
26	Makak	1(0,3%)
27	TOTAL	276

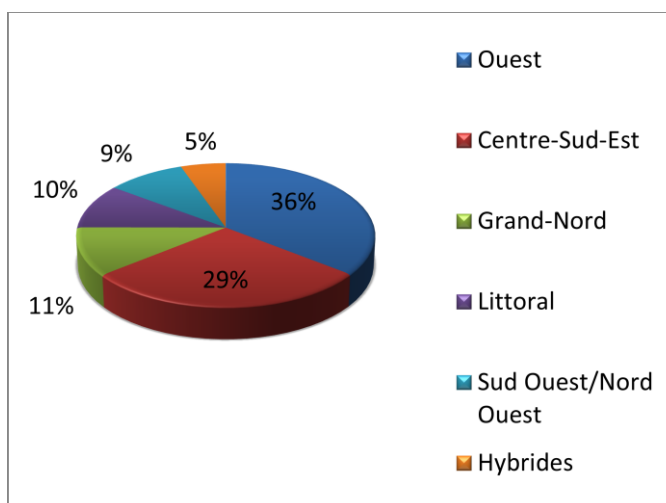


**Diagramme 5 : Diagramme de la Structure de la répartition géographique des sièges des partis politiques**

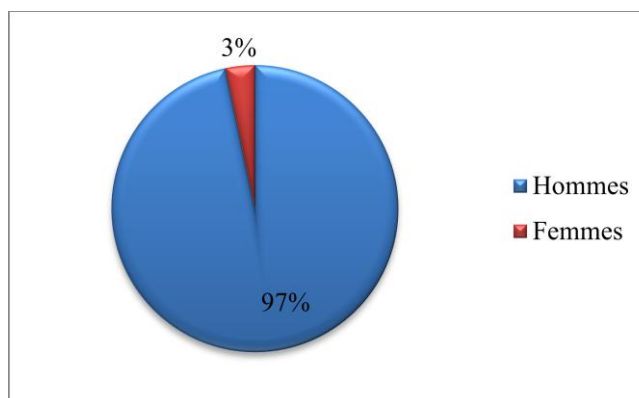


**Tableau 16****Structure des origines des promoteurs des partis politiques**

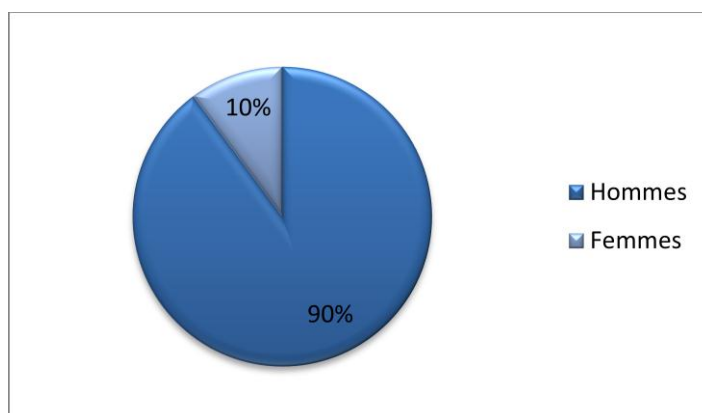
Ouest	98(35.5%)
Centre, Sud, Est	79(28.62%)
Grand Nord	30(10.8%)
Littoral	28(10.1%)
Sud-ouest/Nord-ouest	26(9.4%)
Hybrides	15(5.4%)

***Diagramme 6 : Diagramme de la Structure des origines des promoteurs des partis politiques*****Tableau 17****Structure par sexe des présidents des partis politiques**

PRÉSIDENTS	NOMBRE
Hommes	258(93,47%)
Femmes	9(3,2%)

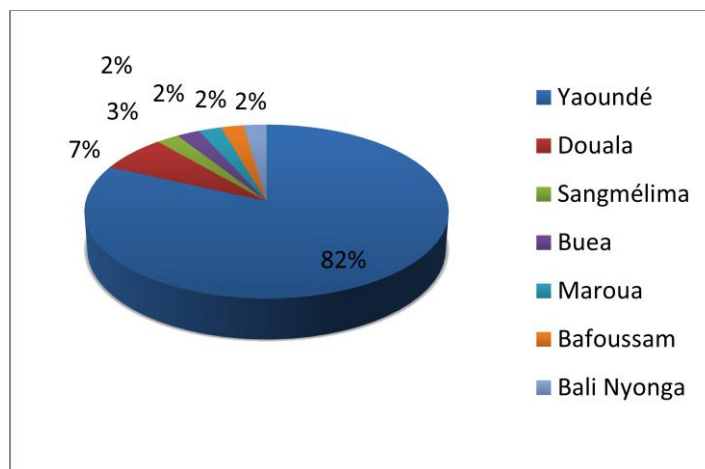
***Diagramme 7 : Diagramme de la Structure par sexe des présidents des partis politiques*****Tableau 18****Structure par sexe des secrétaires généraux des partis politiques**

SEXE	NOMBRE
Hommes	239 (89,5%)
Femmes	28(10,1%)

***Diagramme 8 : Diagramme de la structure par sexe des secrétaires généraux des partis politiques***

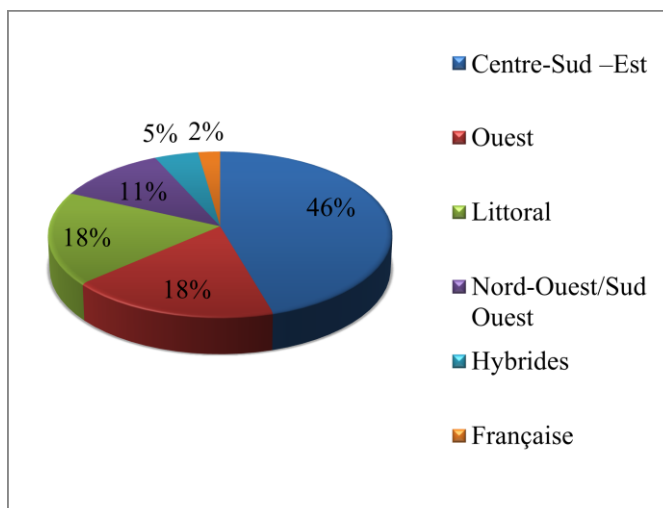
### 4.3 Structure représentative des organisations non gouvernementales(ONGs) reconnues au Cameroun(44)

Tableau 19	
Structure de la répartition géographique des sièges des ONGs	
SIÈGES	NOMBRE
Yaoundé	36(81,81%)
Douala	3(6,8%)
Sangmélina	1(2,2%)
Buea	1(2,2%)
Maroua	1(2,2%)
Bafoussam	1(2,2%)
Bali Nyonga	1(2,2%)
TOTAL	44



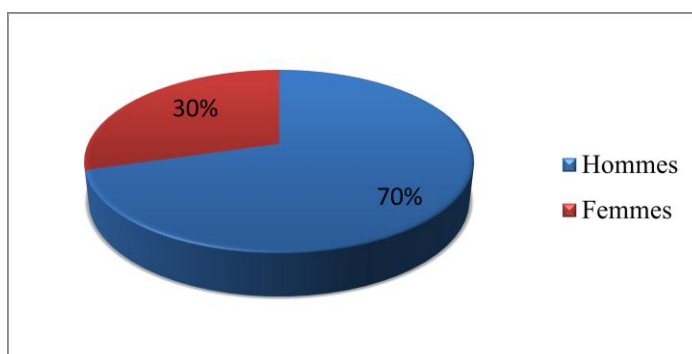
**Diagramme 9 : Diagramme de la Structure de la répartition géographique des sièges des ONG**

Tableau 20	
Structure des origines des promoteurs des ONGs	
RÉGIONS	NOMBRE
Centre-Sud –Est	20(45,45%)
Ouest	8(18,18%)
Littoral	8(18,18%)
Nord-Ouest/Sud Ouest	5(11,3%)
Hybrides	2(4,5%)
Française	1(2,2%)
TOTAL	44



**Diagramme 10 : Diagramme de la Structure des origines des promoteurs des ONG**

Tableau 21	
Structure par sexe des promoteurs des ONGs	
SEXE	NOMBRE
Hommes	31(70,45%)
Femmes	13(29,54%)
TOTAL	44

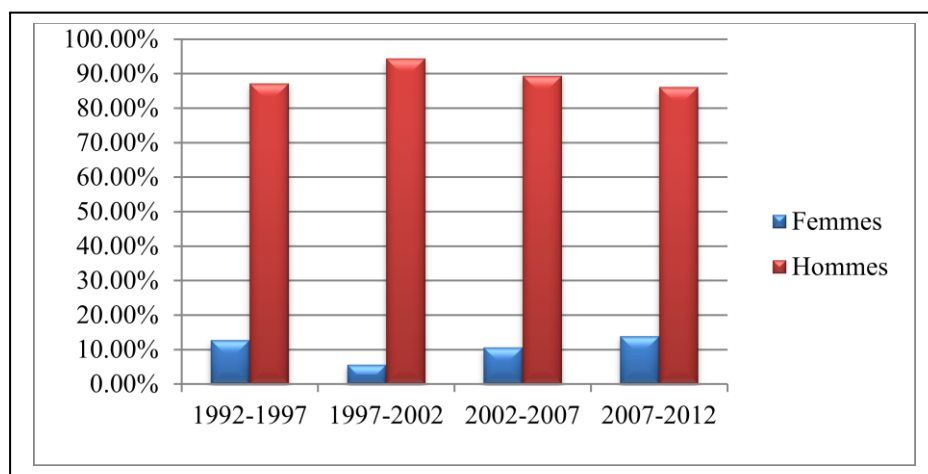


**Diagramme 11 : Diagramme de la Structure par sexe des promoteurs des ONG**

#### 4.4 Structure de la représentation nationale du parlement du Cameroun par sexe

Législature	Nombre de députés	Femmes	Hommes
1992-1997	180	23(12,8%)	157(87,2%)
1997-2002	180	10(05,6%)	170(94,4%)
2002-2007	180	20(10,6%)	160(89,4%)
2007-2012	180	25(13,89%)	155(86,11%)

**Tableau 22 : Tableau de la structure par sexe de la représentation nationale du parlement**



**Graphique 14 : Graphique de la Structure de la représentation du parlement du Cameroun par sexe**

#### 4.5 Structure par sexe de la représentation des responsabilités dans les mairies du Cameroun

Poste de responsabilité	Nombre de postes de 2002-2007	Nombre de postes de 2007-2012	Nombre de postes occupés par des femmes 2002-2007	Nombre de postes occupés par les hommes 2002-2007	Nombre de postes occupés par des femmes 2007-2012	Nombre de poste occupés par les hommes 2007-2012
Maire	339	360	10(2,9%)	329(97,05%)	22(6,1%)	338(93,8%)
1 <sup>er</sup> adjoint au maire	339	360	37(10,9%)	302(89,08%)	35(9,72%)	325(90,2%)
2 <sup>er</sup> adjoint au maire	339	360	88(25,9%)	251(74,04%)	47(13,05%)	313(86,9%)
3 <sup>e</sup> adjoint au maire	67	—	16(23,8%)	51(76,1%)	08	—
4 <sup>e</sup> adjoint au maire	01	—	01(100%)	—	11	—

**Tableau 23 : Tableau de la structure par sexe des responsables des mairies**

## V. CONCLUSIONS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

29. L'examen des structures des situations exposées dans le cadre de cette étude indique que le phénomène des formes multiples de discrimination est fortement répandu au sein de la société camerounaise. Il existe seize formes de discriminations répertoriées. Tous les milieux de vie (sphère privée et publique) ainsi que toutes les couches sociales sont victimes, certes à des degrés divers, mais des similitudes entre les multiples formes identifiées sont établies, notamment en ce qui concerne leurs manifestations, leurs causes et leurs conséquences communes.

La question de la représentation des quotas au sein du corps social est d'abord une question de volonté et de capacité individuelle et politique et elle n'est pas consacrée par le droit international pertinent.

30. Les discriminations répertoriées sont pratiquées par des individus(61,2%), des autorités publiques(23,3%), des institutions publiques(14,8%),des organisations(11,7%) , des institutions privées nationales et locales(7%) , et des familles et les médias(1,3%), dans les domaines social(27,3%) ,économique(18,5%), politique(13,6%),culturel(11,6%),et civil(8,9%), en ce qui concerne entre autres choses, l'appartenance ethnique(28,9%),la langue parlée et écrite(14,9%), l'appartenance religieuse(13,2%),l'ascendance(8,7%),la nationalité(7,9%),l'apparence physique(7,6%), la couleur(4,4%),la race(3,9%), et les autres formes(emploi, genre, intelligence,4,7%).

31. 87, 2%, soit 8 personnes sur 10 au Cameroun ont été victimes d'une des formes de discrimination. Seulement 26,8% de victimes ont introduit des recours, soit auprès du tribunal administratif (3,9%), tribunal traditionnel (5,6%), police et gendarmerie(6,7%,2,8%),et les services sociaux(7,8%).Des points communs aux formes multiples de discrimination recensées auprès des victimes et des témoins de discriminations ont été observées, notamment en ce qui concerne leurs manifestations[exclusion(32,8%),préférence(23,9%),distinction(23,6%),restriction(15,6%),violence (13,5%),omission(8,6%),propagande(4,2%),disqualification,parrainage et voies de fait(2%)],leurs causes[sociales, économiques, politiques(52,3%),causes liées au non-respect des devoirs(13,4%), la tradition(12%),la législation(8,6%)], et leurs conséquences[ sur soi(49%),sur la famille(19,8%),sur la société(15,9%),sur la femme(13,6%).

32. Au final, il apparaît évident que le phénomène des formes multiples de discrimination a tendance à se généraliser. Pourtant, les approches systémiques pour y remédier tendent à se spécialiser au niveau international à travers l'éparpillement des mécanismes et des instruments juridiques internationaux spécifiques.

33. Les perspectives qui se peaufinent à l'horizon se focaliseront sur la nécessité de l'harmonisation, de la cohérence et de la coordination des mécanismes et des actions au niveau international et national.

34. À ce titre, cette étude recommande l'élaboration d'un programme national anti-discrimination et d'un programme mondial anti-discrimination global à l'échelle des Nations-Unies et le renforcement des mécanismes régionaux, ainsi que un suivi multipartite des conclusions et recommandations des Organes de traités au niveau national.

35. Au niveau national, la résolution 53/144 de l'Assemblée générale des Nations-Unies a clairement indiqué que « C'est à l'Etat qu'incombent la responsabilité première et le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ». Le programme national s'articulera autour de la réalisation des études sectorielles qui s'inscrivent dans le cadre du suivi d'un certain nombre de recommandations issues des conclusions des travaux des organes de traités. Ces études permettront en particulier de recenser les disparités et les obstacles qui existent dans la jouissance des droits spécifiques de certaines catégories de la population. Le programme s'articulera aussi sur

le renforcement du cadre juridique national et institutionnel. Des institutions de recours fortes, peuvent en effet faire changer la donne observée sur la très faible proportion des recours des victimes, décourager les auteurs et redonner confiance à la société entière et assurer la cohésion et la paix sociale, l'égalité de tous devant la loi. Enfin le programme comprendra la dimension de la sensibilisation, de l'assistance psycho-sociale et juridique, qui a été fortement recommandée par les populations victimes dans l'étude situationnelle.

36. À l'échelle des Nations-Unies, l'harmonisation normative est nécessaire et pourra être opérationnelle dans le cadre de l'élaboration d'une Convention générale sur l'élimination de toutes les formes multiples de discrimination. La conséquence immédiate de ce projet sera la mise en place d'un comité de suivi inter-agence ou d'un programme mondial qui pourra être le résultat d'une Conférence internationale sur la question des formes multiples de discrimination. Par ailleurs, l'analyse des causes liées au non-respect des devoirs conforte le plaidoyer en faveur de l'élaboration d'une Déclaration Universelle des devoirs fondamentaux de la personne qui se fonde sur l'application de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres textes pertinents<sup>16</sup>.

37. Enfin de compte, pour répondre justement aux préoccupations exprimées dans le cadre de la résolution 6/21 du 28 septembre 2007 et 3/103 du 8 décembre 2006 du Conseil des droits de l'Homme, l'étude a permis d'établir des manifestations contemporaines de racisme ou de la discrimination raciale qui ne sont pas incluses dans la définition de la CEDR, entre autres faits établis : la propagande, le parrainage ou la violence fondée sur la race, l'origine ethnique, la nationalité, la couleur ont été mis en exergue au sein des victimes examinés. Il est donc possible d'envisager un protocole additif à la Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale (CEDR) portant sur l'interdiction de la propagande, du parrainage et de la violence raciste. En outre, l'étude a permis de mettre en évidence d'autres formes contemporaines de discriminations qui ne sont pas pris en compte dans la définition de la CEDR, notamment la discrimination fondée sur l'appartenance religieuse, l'intelligence, la langue parlée et écrite ainsi que son apparence physique (la question de la minceur, de la grosseur du corps, de la taille a été identifiées par les victimes comme étant un motif de leur exclusion ou des préférences à certains milieux et dans certains actes publics). À ce niveau, il est encore possible d'élaborer des Conventions internationales spécifiques.

## VI. ANNEXES

### ANNEXE 1 : LISTE DES VICTIMES AYANT SOLlicité UNE ASSISTANCE<sup>17</sup>

Noms et Prénoms	Région	Sexe	Adresse complète	Type de discrimination subie
JABI EBOT	Centre	Masculin	/	Physique apparence.
WABO Sarah	Centre	Female	<a href="mailto:wabosarah@yahoo.fr">wabosarah@yahoo.fr</a>	Social.
DINOGUI Pierre	Centre	Masculin	70716570/22610344	Économique, ethnique, langue.

<sup>1616</sup> Voir CRED, Nations-Unies : les devoirs de la réforme-plaidoyer pour l'adoption du projet de Déclaration Universelle des devoirs fondamentaux de la personne, décembre 2009.

<sup>17</sup> La présentation des noms et des coordonnées des personnes dans cette étude ne signifient pas une acceptation ou une réprobation de la part de CRED. Le CRED décline toute responsabilité en cas d'utilisation abusive et non autorisée.

NGODI Julien	Centre	Masculin	75050880	Nationalité.
DOURAKO Elvis	Centre	Masculin	79721602	Nationalité.
Mary ELLEN	Centre	Féminin	<a href="mailto:Marvellen231@yahoo.co">Marvellen231@yahoo.co</a>	Racial.
Guy Francis KOMO	Centre	Masculin	/	Politique, économique, civile.
AMBASSA Martin	Centre	Masculin	76881105 <a href="mailto:Segundo91@yahoo.fr">Segundo91@yahoo.fr</a>	Culturelle.
NKENG Mabel	Centre	Féminin	77632181 <a href="mailto:nkengmabel@yahoo.com">nkengmabel@yahoo.com</a>	Political, economic, language, physics aspects.
NJANG Charlotte	Centre	Féminin	<a href="mailto:Charlotte2kgirl@yahoo.co">Charlotte2kgirl@yahoo.co</a>	Economic, nationality, colour.
BELL Hilaire	Centre	Masculin	22728180 <a href="mailto:credong@yahoo.fr">credong@yahoo.fr</a>	Économique, sociale, nationalité.
NDAO Carine	Centre	Féminin	94889304 <a href="mailto:NDAOCarine@yahoo.fr">NDAOCarine@yahoo.fr</a>	Ethnique.
BALLA ESSAMA Jean Patrick	Centre	Masculin	94716423 <a href="mailto:Bejeap2011@hotmail.com">Bejeap2011@hotmail.com</a>	Ethnique.
ASSANA Sylvie	Centre	Féminin	75365728 <a href="mailto:assamamarmouka@yahoo.com">assamamarmouka@yahoo.com</a>	Économique, ethnique.
DEFANG Samuel	Centre	Masculin	<a href="mailto:dsam@gmail.com">dsam@gmail.com</a>	Pedigree.
Emmanuel JUA HJAKOM	Bamenda	Masculin	<a href="mailto:Emme.njuakom@gmail.com">Emme.njuakom@gmail.com</a>	Political, language.
TAFAH Jean Claude	Centre	Masculin	<a href="mailto:jean@yahoo.com">jean@yahoo.com</a>	Politique, sociale, ethnique, religieuse.
TTCHAMADJUI NGUEUMALEU Guy Joseph	Douala	Masculin	<a href="mailto:Guyjoseph@yahoo.fr">Guyjoseph@yahoo.fr</a>	Economic, social, ethnic.
PETER	Centre	Masculin	98949934	Economic .
NCHAM Mabeline	Centre	Féminin	/	/
BAKIA Karen	Centre	Female	75934686 <a href="mailto:karengirl@yahoo.co.uk">karengirl@yahoo.co.uk</a>	Economic.
WANGO Joycelyn	Centre	Féminin	<a href="mailto:wango@yahoo.fr">wango@yahoo.fr</a>	Social, language.
MBEY Lucy	Buëa	Féminin	<a href="mailto:mbeylucy@yahoo.com">mbeylucy@yahoo.com</a>	Social.
NGO NYENGUE Odile	Centre	Féminin	97210218	Politique.
MESSINA Arnold Derick	Centre	Masculin	95692208	Économique, sociale, ethnique.
TAMO Dimitri	Centre	Masculin	77229941	Sociale
ELIMBI Pierre	Centre	Masculin	77261676 <a href="mailto:Elimbipierre@yahoo.fr">Elimbipierre@yahoo.fr</a>	Politique, sociale, ethnique, langue, ascendance, refus à plusieurs reprises d'emploi.
YOGO NTONGA Christian Dieudonne	Centre	Masculin	77779340 <a href="mailto:Ingchris007@yahoo.fr">Ingchris007@yahoo.fr</a>	Économique.
John AZEH	Centre	Masculin	77448042 <a href="mailto:Azeh2002@yahoo.com">Azeh2002@yahoo.com</a>	Social, ethnic, religious, language, color, pedigree,



				physics aspects.
NOAH Marlyse	Centre	Féminin	9843 9742	Ethnique, apparence physique.
KETCHA Arthur Stéphane	Centre	Masculin	75660741 <a href="mailto:Ketcha-arthur@yahoo.fr">Ketcha-arthur@yahoo.fr</a>	Culturelle, langue.
TEBID Elise	Centre	Féminin	/	Social.
Lois DOH	Centre	Masculin	<a href="mailto:loisy@yahoo.com">loisy@yahoo.com</a>	Social, ethnic, language, pedigree.
NGO NWANG Patience Frieda	Douala	Féminin	70 73 27 77 <a href="mailto:ngonwangcharlotte@yahoo.fr">ngonwangcharlotte@yahoo.fr</a>	/
Marceline MOUZONG	Centre	Féminin	/	Économique, sociale, ethnique, racial, religieuse, nationalité, couleur, ascendance.
Marie-Louise	Centre	Féminin	/	Civile, langue.
MISODI MALEMBA	Kumba	Masculin	/	Social, language, physics appearances.
Michael IKECHUKWU	Centre	Male	75 44 23 46	Ethnic, racial, nationality, language, colour.
ETAWU Marius	Buéa	Male	/	Physics appearances.
Albert	Buéa	Male	/	Social.
MOTE Albert NDASAH	Buéa	Male	/	Politique, langue.
MABIFE Joseph	Buéa	Male	74 65 29 94	Political.
KULI	Buéa	Male	/	/
BLESSING ABONGEH	Buéa	Female	/	Social.
PENN Evelyn	Buéa	female	75 95 71 71	Language.
Mado	Buéa	Female	72 62 31 42	Political, economic, language.
MUNGU Mirabel	Buea	Female	74 74 81 23 <a href="mailto:mmira@gmail.com">mmira@gmail.com</a>	Love.
KUM William	Buea	Male	/	Language.
NKASHU Felix	Buea	Male	77 76 79 29 <a href="mailto:fenkershu@yahoo.com">fenkershu@yahoo.com</a>	Political.
NJANG Charlotte N.	Buea	Female	70 21 17 94 <a href="mailto:Charlotte2klady@yahoo.co.uk">Charlotte2klady@yahoo.co.uk</a>	Social, racial.
BELA Jacob TAKOM	Buea	Male	77 03 70 58 <a href="mailto:belanjaketakom@yahoo.com">belanjaketakom@yahoo.com</a>	Ethnic, language, regional.
ASONG Mary	Buea	Female	<a href="mailto:asongm@yahoo.fr">asongm@yahoo.fr</a>	Social.
PHOELSE	Buea	Female	/	Political, social, cultural, ethnic, civil, racial, religious, nationality, language, colour physicals appearances.

<b>ATEX EBAI</b>	<b>Buea</b>	<b>Female</b>	<b>/</b>	<b>Political.</b>
<b>EPOSI EKO</b>	<b>Buea</b>	<b>Female</b>	<b>/</b>	<b>Pedigree.</b>
<b>TII ELIJAH</b>	<b>Buea</b>	<b>Male</b>	<b>78 06 74 07</b>	<b>Political.</b>
<b>NJUNBAN Emmanuel</b>	<b>Buea</b>	<b>Male</b>	<b>/</b>	<b>Economic.</b>
<b>Peter ELANGO</b>	<b>Buea</b>	<b>Male</b>	<b>95 95 24 15</b>	<b>/</b>
<b>ABERMO James</b>	<b>Buea</b>	<b>Male</b>	<b>PO BOX : 63</b>	<b>Ethnic, language.</b>
<b>Naomie</b>	<b>Sud</b>	<b>Féminin</b>	<b>76 17 19 96</b> <a href="mailto:naomiegrace@yahoo.fr">naomiegrace@yahoo.fr</a>	<b>Sociale, construction, des édifices publics non accessibles aux handicapés.</b>
<b>EYAH Gervais</b>	<b>Sud</b>	<b>Masculin</b>	<b>78 23 13 58</b>	<b>Ethnique, religieuse.</b>
<b>MEKONGO Léonie</b>	<b>Sud</b>	<b>Féminin</b>	<b>91 11 54 37</b>	<b>Sociale.</b>
<b>TAYOUMDJI Emmanuel</b>	<b>Douala</b>	<b>Masculin</b>	<b>33 11 54 51</b> <a href="mailto:etayoumdji@gmail.com">etayoumdji@gmail.com</a>	<b>Économique, sociale, ethnique, raciale, religieuse, ascendance.</b>
<b>MENGUELE Isidore</b>	<b>Centre</b>	<b>Masculin</b>	<b>70 14 94 72</b>	<b>Sociale, culturelle, civile, religieuse, apparence physique.</b>
<b>MENGOME AMOU'OU Josué</b>	<b>/</b>	<b>Masculin</b>	<b>74 70 35 49</b>	<b>Sociale.</b>

## ANNEXE 2 : LISTE DES ETHNIES DE LA POPULATION ÉTUDIÉE

<b>Ethnie</b>	<b>Nombre de personnes enquêtées</b>
Abakwa	2
akonolinga	2
Akum	3
Ambelle	1
Babimbi	5
Bacossi	15
Bafang	1
Bafia	10
Bafut	11
Bakoko	4
Bakweri	43
Bali	11
Baleng	1
Bameta	3
Bamileke	62
Bamoun	18
Banbui	1
Banen	4
Bangoa	4
Banso	12

Banwa	3
Barondo	7
Bassa	34
Batanga	1
Batibo	3
Bayangi	23
Benakuma	1
Betis	7
Bobilis	1
Bouda	2
Boom	1
Boulou	77
Douala	8
Eton	10
Essimbi	1
Ewondo	35
Etoudi	1
Fali	1
Fong	1
Foulbe	4
Haoussa	59
Kambe	2
Kom	27
Kribien	1
Mada	1
Maka	11
Manguissa	3
Mankon	9
Manyu	1
Massa	2
Mbam	1
Mbayang	1
Mbo	6
Metta	3
Mimuock	1
Mvele	1
Ndop	2
Nango	1
Nord Ouest	1
Ntumu	2
Nwa	1
Oku	1
Sawa	3
Toupouri	2
Wum	17
Yambassa	5
Etrangers	12
Sans Ethnies identifiées	124

## ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE

**QUESTIONNAIRE<sup>18</sup>**

## 0 - Identification de l'enquêté

- Nom et Prénom : \_\_\_\_\_
- Adresse complète : Ville \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_
- Profession : \_\_\_\_\_ Situation matrimoniale \_\_\_\_\_
- Ethnie : \_\_\_\_\_ Langue parlée \_\_\_\_\_ Croyance : \_\_\_\_\_
- Age : \_\_\_\_\_ Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐

**Partie A : Réservée uniquement aux victimes**

- 1) Quel(s) type(s) de discrimination avez-vous subie(s) ?  
Politique ☐ Economique ☐ Sociale ☐ Culturelle ☐ Civile ☐ Ethnique ☐  
Raciale ☐ Religieuse ☐ Nationalité ☐ Langue ☐ Couleur ☐ Ascendance ☐  
Apparence physique ☐ Autres ☐ Préciser : \_\_\_\_\_
- 2) Dans quelles circonstances cette (ces) discrimination(s) s'est (se sont) produite(s) ? (où, quand, et par qui)  
a) Où ? \_\_\_\_\_  
b) Quand ? \_\_\_\_\_  
c) Par qui ? Personnes ☐ Autorités publiques ☐ Institutions publiques ☐  
Institutions privées nationales et locales ☐ Organisations religieuses ☐ Associations ☐  
Partis politiques ☐ ONGs ☐ Autres ☐  
d) Avez-vous un témoin (lequel) ? \_\_\_\_\_  
e) Avez-vous déposé une plainte auprès d'une autorité judiciaire ? Tribunal ☐ Police ☐ Gendarmerie ☐  
Tribunal traditionnel ☐ Services sociaux ☐
- 3) Quelles étaient les manifestations de cette (ces) discrimination(s) ? (Décrire comment)  
☐ Distinction (traitement différent), ☐ Exclusion, ☐ Restriction, ☐ Préférence ☐ Omission,  
☐ Propagande, ☐ Violence,  
☐ Autres, préciser \_\_\_\_\_
- 4) Pouvez-vous identifier les causes de cette (ces) discrimination(s) ?  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

<sup>18</sup> SVP Remplir le questionnaire et envoyé à : CRED, mail : [credong@yahoo.fr](mailto:credong@yahoo.fr), B.P.20810 Yaoundé,  
Tél 0023722725922, [www.credong.info](http://www.credong.info)

- 5) a) -Est – ce que la législation en vigueur (lois et règlements) était l’une des causes de cette (ces) discriminations(s) ? OUI ☐ NON ☐

-Si oui, de quelle(s) loi(s) et règlements s’agit – t – il ?

---

- b) -Est – ce que la tradition était l’une des causes de cette (ces) discriminations(s) ?

OUI ☐ NON ☐

-Si Oui, de quelle tradition ?

---

- c) Est – ce que le comportement ou le non respect du devoir par la personne discriminée était l’une des causes de cette (ces) discrimination(s) ?

OUI ☐ NON ☐

-Si oui, de quel(s) devoir(s) ou de quel(s) comportement(s) s’agit – t – il ?

---

- 6) Quelles étaient les conséquences de cette (ces) discrimination(s) ?

a. Sur vous-mêmes ?

---

b. Sur la femme ?

---

c. Sur la famille

---

d. Sur la société

---

- 7) Quelles actions recommandez – vous pour remédier à ces discriminations ?
- 
- 
- 

- 8) Souhaiteriez-vous une assistance (judiciaire, psychosociale ou tout autre) à la suite de discrimination dont vous ferez état dans ce questionnaire, auquel cas votre identité sera transmise aux institutions compétentes?

OUI ☐ NON ☐

### **Partie B :      Réservee aux témoignages**

- 9) Avez – vous connaissance de discriminations faites à une personne au Cameroun ?

OUI ☐ NON ☐

- 10) Si oui, quel(s) type(s) de discrimination(s) ?

Politique ☐ Economique ☐ Sociale ☐ Culturelle ☐ Civile ☐ Ethnique ☐

Raciale ☐ Religieuse ☐ Nationalité ☐ Langue ☐ Couleur ☐ Ascendance ☐

Apparence physique ☐ Autres ☐ Préciser : \_\_\_\_\_

11) Dans quelles circonstances cette (ces) discrimination(s) s'est (se sont) produite(s) ? (où, quand, par qui)

a) Où ? \_\_\_\_\_

b) Quand ? \_\_\_\_\_

c) Par qui ? Personnes physiques ☐ Autorités publiques ☐ Institutions publiques ☐

Institutions privées nationales et locales ☐ Organisations ☐ Autres ☐

d) Avez-vous un témoin (lequel) ? \_\_\_\_\_

e) Avez-vous déposé une plainte auprès d'une autorité judiciaire ?

Tribunal ☐ Police ☐ Gendarmerie ☐ Tribunal traditionnel ☐ Services sociaux ☐

12) Quelles étaient les manifestations de cette (ces) discrimination(s) ? (Décrire comment)

☐ Distinction (traitement différent), ☐ Exclusion, ☐ Restriction, ☐ Préférence

☐ Omission, ☐ Propagande ☐ Violence,

☐ Autres, préciser \_\_\_\_\_

13) Pouvez-vous identifier les causes de cette (ces) discrimination(s) ?

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

14) a) -Est-ce que la législation en vigueur (lois et règlements) était l'une des causes de cette (ces) discriminations(s) ? OUI ☐ NON ☐

-Si oui, de quelle(s) loi(s) ou règlements s'agit-il ?

\_\_\_\_\_

b) -Est-ce que la tradition était l'une des causes de cette (ces) discriminations(s) ?

OUI ☐ NON ☐

-Si Oui, de quelle tradition ?

\_\_\_\_\_

c) Est-ce que le comportement ou le non respect du devoir par la personne discriminée était l'une des causes de cette (ces) discrimination(s) ?

OUI ☐ NON ☐

-Si oui, de quel(s) devoir(s) ou de quel(s) comportement(s) s'agit-il ?

\_\_\_\_\_

15) Quelles étaient les conséquences de ces discriminations ?



a. Sur l'homme ?

b. Sur la femme ?

c. Sur la famille ?

d. Sur la société ?

16) Quelles actions recommandez – vous pour remédier à ces discriminations ?

#### ANNEXE 4 :

# CRED

*CERCLE DE RECHERCHE SUR LES DROITS ET LES DEVOIRS DE LA PERSONNE HUMAINE*

Organisation dotée du Statut Consultatif Spécial des Nations Unies

Yaoundé, le 12 Septembre 2012

## Mot du Président de CRED

À l'occasion de l'ouverture de l'atelier de restitution des résultats de l'étude situationnelle sur les formes multiples de discriminations au Cameroun

Excellence, Mesdames, Messieurs, les diplomates, et représentants des organisations internationales

Mesdames, Messieurs, les représentants des ministères et des institutions spécialisées

Chers collègues de CRED et de la société civile,

Je suis heureux de vous présenter ce jour les résultats de l'étude situationnelle sur les formes multiples de discrimination au Cameroun. Cette restitution est l'aboutissement d'un processus participatif qui a commencé le 10 avril dernier avec l'atelier consultatif, puis deux réunions préparatoires ont eu lieu dans cette même salle, les 10 et 24 mai 2012. Le CRED remercie tous ceux qui ont pris part à ce processus, je remercie en particulier le personnel qui a travaillé avec moi dans la phase d'enquête de terrain et le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation dont la brillante contribution sur la structure des églises, des partis politiques et des ONGs lors de l'atelier du 24 mai nous a été très utile dans la finalisation de notre rapport d'étude.

Notre engagement sur la lutte contre les discriminations ne fait plus de doute. Nous ne doutons non plus un seul instant que votre présence parmi nous témoigne d'un intérêt certain sur cette question. Nous ne devons jamais oublier qu'en dépit de l'engagement du CRED, la résolution 53/144 de l'Assemblée générale des Nations-Unies a clairement indiqué que « **C'est à l'État qu'incombe la responsabilité première et le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales** ». C'est pourquoi je voudrais appeler à plus d'engagement du Gouvernement du Cameroun et de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés sur la phase qui va suivre cette restitution. J'attire donc votre

attention particulière sur le draft du programme national anti-discrimination que nous vous avons proposé et qui sera discuté tout à l'heure.

Excellence, Mesdames, Messieurs,

L'élimination de toutes les formes multiples de discrimination est une préoccupation mondiale qui requiert la coopération de tous les États et des Organisations internationales. La présente étude a préconisé un certain nombre d'actions au niveau multilatéral, notamment l'élaboration d'une Convention générale sur l'élimination de toutes les formes multiples de discriminations. Nous sommes conscients que la réalité décrite dans cette étude n'est peut-être pas la même partout. C'est pourquoi, je voudrais exprimer toute notre disponibilité à entreprendre cette étude dans d'autres pays. Je voudrais aussi exprimer toute notre disponibilité à entreprendre des bilatérales pour expliquer davantage nos propositions au sein des Nations-Unies.

Je vous souhaite une bonne participation à nos travaux.

**ANNEXE 5 :** Compte rendu de l'atelier de restitution de l'étude situationnelle sur les formes multiples de discriminations au Cameroun, le 12 septembre 2012

**COMPTE RENDU**

**Atelier du mercredi, 12 septembre 2012**

**Objet :** Atelier de *restitution des résultats de l'étude situationnelle sur les formes multiples de discrimination au Cameroun.*

Le mercredi 12 septembre 2012 de 11h 15 à 13h 40, s'est tenu au siège de CRED dans la salle de conférence de l'immeuble Africréa à Bastos, sous la présidence de Mr. Hilaire Bell, Président du Cercle de Recherche sur les Droits et les Devoirs de la personne humaine (CRED), un atelier de *restitution des résultats de l'étude situationnelle sur les formes multiples de discrimination au Cameroun*. Mlle EBINENGUEGNE MEDOULE Nadine était secrétaire de séance.

Étaient présents :

01	BELL Hilaire	Président du CRED
02	MAHNKEN May	Chargée d'affaire a.i. de l'Ambassade d'Allemagne
03	YUNUS SIMSEK	Représentant de l'Ambassade de Turquie
04	BOUOPDA G. Serge	Représentant du BIT
05	Clemens SCHROETER	Délégation U.E
06	CRESPI Emmanuele	Stagiaire UE
07	Gaëlle DEMOLIS	Représentante de la CNUDHD
08	Marcelle AGUINI	CNDHL
09	BOA Arnould	CNDHL
10	DJEINABOU DOUDY	MINATD/DAP
11	EPEE Samuel-Didier	MINFOPRA
12	TOUKO Jacques	Représentant de la CONAC
13	ESSOMBA EBENGUE Jackson	Représentant du MINJUSTICE
14	SUINZIA Nadine Christelle	Représentante du MINREXT
15	Régine PRISO	Représentante de l'UNESCO
16	Tatiana FOUDA	CNUDHD
17	KOY KOY Eric	CRED
18	MENGUELE Cyriaque J.	Stagiaire au CRED
19	Angélique BISSOU	Participante
20	TJOMB Jean Pierre	Projets d'Afrique
21	NGO NKAM Marie P.	AFRIQUE MEDIA
22	EGBE Frida NKEN	AFRIQUE MEDIA
23	OWONA FOUDA Josuée S.	AFRIQUE MEDIA
24	KOUANANG OTTOU S. Reine	CRTV RADIO CENTRE
25	ETJEKE Danièle Victoire	CRTV RADIO CENTRE
26	ONOBAYAK Hermine	CRED
27	Guy OKALI	Radio Dunamis FM
28	NCHEKONA J. Jean- R.	AFRICANEWS.COM
29	Nicole Muryem	CAMNEWS 24

30	AMOUGOU Claude Alexis	Canal 2
31	Joseph TCHOUAMOU	L'ESSENTIEL
32	Norbert NDI	Breakengnews
33	ENGBWANG J-C	La plume
34	IBRAHIM Ousman	L'Harmattan
35	Thierry OND	Canal 2
36	DEBEAU ANDERE	Canal 2
37	Simplice ESSONO	LMT T.V
38	Denise EBELLE	LMT T.V
39	Hubert TCHATCHOUA	EPERVIER
40	EBINENGUEGNE M. Nadine	Assistante secrétaire au CRED

Le Président constatant le quorum atteint, déclare ouvert les travaux. Après avoir souhaité la bienvenue à tous les participants, il décline l'ordre du jour dont les points sont les suivants :

- ✚ La présentation du rapport de l'étude ;
- ✚ Les remarques, observations des participants et discussions.

## I. La présentation du rapport de l'étude

Le Président du CRED, M. Hilaire BELL, débute par indiquer que la restitution de ce jour est l'aboutissement d'un processus participatif qui a commencé le 10 avril 2012 par un atelier consultatif puis deux réunions préparatoires les 10 et 24 mai 2012. Enfin, une réunion avec les ressortissants étrangers a eu lieu le 28 juillet 2012. Il a adressé ses remerciements à tous les participants et a lancé un appel pour que l'étude soit menée dans d'autres pays. Enfin, il a souligné que la résolution 53/144 de l'Assemblée générale indique clairement que c'est l'État qui est responsable au premier plan de la protection et de la promotion des droits de l'homme dans son pays et que de ce fait le rôle du Gouvernement et de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés devraient être plus accrus dans le draft de programme national anti-discrimination proposé. Il a enfin brossé et expliqué les grandes conclusions qui sont dans le résumé de l'étude.

Après l'intervention du Président, il passe la parole aux différents participants pour leurs remarques et observations.

## II. Les remarques, observations des participants et discussions

La prise de parole sera donnée tour à tour aux différents représentants des Ambassades, des Organismes Internationaux et Ministères Nationaux, à savoir :

- ☺ **La Chargée d'affaire a.i de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne** pour qui les résultats sont intéressants. Toutefois, elle se pose la question de savoir si les résultats ainsi présentés ne peuvent pas être influencés par l'échantillonnage considéré ? **Le Président de CRED** explique que l'échantillon établi était représentatif de toutes les composantes de la population par rapport au taux global de la population dans chaque région du pays. Mais après une étude des informations recueillies dans trois régions (Centre, Sud, Sud-ouest), respectivement les régions les plus peuplées, les moins peuplées et la moyennement peuplée, les données ont atteint leur saturation et l'enquête auprès des victimes a été arrêtée.

- ☺ **Le Représentant de l'Ambassade de Turquie** dans son intervention relève que le monde s'inscrit aujourd'hui dans la dynamique de la solidarité et de la tolérance. Et justement, au Cameroun cela est palpable à travers sa diversité culturelle. Et observe que les 250 ethnies cohabitent dans l'harmonie et la tolérance.
- ☺ **Le Représentant du BIT** quant à lui, se demande si le nombre d'ethnies présentés ressort des documents officiels. De plus, il constate que le rapport n'éclaire pas assez sur l'existant. Plus loin, il voudrait savoir qui est le destinataire des recommandations faites ? **Le Président de CRED** rétorque que les données ethniques sur les 66 identifiées sont celles que les victimes ont indiquées et l'étude sectorielle sur la composition ethnique de la population du Cameroun recommandée par le comité sur l'élimination de la discrimination raciale devrait permettre de répondre de la question avec précision. C'est pourquoi le CRED interpelle le Gouvernement de respecter ses engagements et de s'activer sur la réalisation de cette étude sectorielle. Quant à la question de l'existant, le rapport renvoie aux conclusions des Organes de traités qui sont des sources officielles pertinentes d'informations. Pour finir, il rappelle que dans son mot d'ouverture, il a dit avec précision que c'est à l'État qu'incombent la responsabilité première et le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme de sa population.
- ☺ **L'Union Européenne**, par le biais de son représentant, félicite le CRED pour des études menées, qui sont faites dans un domaine important. Il est fortement impressionné par l'émergence dans les statistiques des discriminations ethniques et s'interroge sur quels axes d'actions la coopération dans ce domaine devrait être dirigée compte tenu du nombre de 250 ethnies et comment le suivi sera effectué. **Le Président de CRED** explique que le comité sur l'élimination de la discrimination raciale en tant que Organe de surveillance de la Convention sur l'élimination de la discrimination raciale sera à même de formuler des recommandations d'actions au Gouvernement dès lors que ce dernier aura présenté son rapport sur la composition ethnique de la population. Pour l'heure, aucune autre action sérieuse et fiable n'est envisageable sans cette étude. Toutefois, le CRED va inclure le **suivi-évaluation** comme une activité du programme.
- ☺ **L'Experte du Centre sous régional des Nations Unies aux droits de l'homme** fait des remarques sur la Définition du thème discrimination : les notions de "violences, de patronage et de propagandes" sont davantage des moyens que des éléments constitutifs de la discrimination. Par ailleurs, la définition ne mentionne pas la discrimination basée sur le sexe, l'âge, l'état de santé ou l'orientation sexuelle C'est dans cette optique qu'elle suggère qu'on approfondisse la définition de discrimination en y intégrant la discrimination basée sur le sexe, l'âge, l'état de santé et l'orientation sexuelle. Elle suggère aussi que les noms et les coordonnées des personnes souhaitant faire un recours pour discrimination ne soient pas joints en annexe en mentionnant le fait en particulier que le nom de M. Bell ne devrait pas apparaître pour plus d'objectivité. Le Centre a également corrigé le fait que le Cameroun n'était pas partie à la Convention sur le droit des travailleurs migrants et les membres de leurs familles. Le Centre souhaiterait également voir apparaître dans l'étude la définition de plusieurs concepts tels que victimisation en premier lieu et introduire une partie dédiée à la méthodologie.

**Le Président de CRED** rétorque que l'approche genre a été prise en compte et que les résultats présentent sur chaque question le pourcentage de victimes de femmes et des hommes par rapport à la population d'ensemble, et que d'une façon générale les discriminations

observées ne sont pas spécifiques aux femmes, les hommes aussi en subissent. Le sexe n'est donc pas selon les faits observés un motif prééminent de discrimination. Par conséquent c'est un phénomène général, toutefois, on pourrait néanmoins relever des discriminations spécifiques aux femmes le cas des mutilations génitales féminines qui sont des motifs de discriminations spécifiques des femmes, c'est pourquoi dans la définition de l'étude il est retenu le concept de **séviesses et orientation sexuelles** au lieu de **sexe**. En plus, en droit on ne saurait dissocier les moyens, les motifs et les éléments constitutifs du crime, c'est pourquoi dans l'esprit de la résolution 6/21 et 3/103 du Conseil des droits de l'homme il est question d'identifier toutes les **manifestations contemporaines du racisme et de la discrimination raciale** qui englobent les moyens, les motifs et les éléments constitutifs des discriminations qui ne sont pas prises en compte dans la définition de la CEDR et qui doivent tous être éliminés et interdits par de nouveaux textes normatifs. Par ailleurs, dans le concept de **statut social pris en compte dans la définition**, il englobe entre autres la situation professionnelle, le niveau d'éducation, le handicap et la question de santé. Nous avons aussi démontré dans l'étude que les discriminations répertoriées touchaient tous les âges à l'exception de la nationalité ou nous avons 0%, donc l'âge n'est non plus un motif prééminent de discrimination. Pour finir, la liste des victimes ayant sollicité une assistance psychosociale et juridique à l'issue de l'enquête a été publiée en annexe selon la volonté des victimes et pour plus de transparence. L'approche axée sur les victimes est la plus objective qui soit acceptée par le Conseil des droits de l'homme, et qu'il faut bien dissocier et faire la différence entre la victime Mr Hilaire BELL et l'institution dont il a la charge. Il insiste qu'enlever son nom sur la liste serait une autre exclusion, ce qui est contraire à l'objet même de cette étude. En ce qui concerne la méthodologie, le Président renvoie l'Experte au paragraphe 8 de l'étude et à la résolution 6/30 du Conseil des droits de l'homme et précise que le seul concept problématique dans l'étude qui fait l'objet de recherche est la discrimination dans une perspective globale. Toute autre définition est superflue.

- ☺ **La Représentante de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et de Libertés (CNDHL)** souligne que cette question va permettre d'apporter plus amples explications et solutions au vécu quotidien des Camerounais. Elle déplore par ailleurs le fait qu'elle n'a pas eu les documents présentés à temps d'où, elle suggère apporter sa contribution dans les plus brefs délais surtout après avis de sa hiérarchie. **Le Président de CRED** déplore que la Commission nationale soit laxiste sur cette question alors qu'elle a pris part à tout le processus préparatoire.
- ☺ **La Représentante du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation** dit attendre le document en intégralité pour pouvoir y apporter des observations.
- ☺ **Le Représentant du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative** souligne les actions entreprises par son département ministériel et pense aussi que l'échantillonnage doit être élargi dans le milieu carcéral. **Le Président de CRED** rappelle à cet effet le draft du programme national anti-discrimination qui prévoit une étude sur la composition de la population carcérale et insiste qu'il devrait s'agir de rencontrer chaque détenu dans tous les lieux d'incarcération du pays.
- ☺ **Pour le Représentant de la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC)**, il y a une corrélation entre corruption et discrimination. Il déplore le fait que l'enquête n'ait pas été menée au grand Nord, région pourtant considérablement peuplée et où on note des pratiques néfastes qui portent atteinte à la gente féminine. C'est le cas des mariages précoces influencés

par le droit coutumier. Il souhaite de ce fait l'harmonisation du droit coutumier et du droit civil. Il déplore cependant le faible taux de recours juridictionnel ; ce qui est du sans doute à un manque de communication. **Le Président de CRED** rappelle que l'échantillon étudié comprend une part des musulmans de la région du Nord proportionnelle à leur nombre sur la population totale et que ces considérations ressortent clairement dans les statistiques sur les traditions néfastes, soit 12% des causes des discriminations recensées.

- ☹ **Le Représentant du Ministère de la Justice (MINJUSTICE)**, relève que le Gouvernement n'est pas inattentif à ce problème car le développement passe nécessairement par la considération de l'autre. En dépit donc des moyens insuffisants de ce département (1% du budget de l'État en 2011, moins de 1% du budget de l'État en 2012), il œuvre à la limite de ses moyens. Un certain nombre de dispositions est entrepris par l'État pour sécuriser les populations. Pour conclure ses propos, les efforts doivent être convergentes, voire travailler en synergie afin de mettre les populations à l'abri des discriminations. **Le Président de CRED** rappelle à l'assistance que dans les recommandations de l'étude, il a insisté sur le renforcement du pouvoir judiciaire car pour accroître le taux de recours faible constaté auprès des victimes et leur redonner confiance à la justice il faut au préalable moderniser le cadre de travail de ceux en charge de l'administration de la justice. Les bailleurs internationaux devraient aider à ce que les tribunaux, le parquet, les Présidents de Cours soient équipés de moyens de travail modernes et des véhicules de services comme les pouvoirs publics en ont fait pour la police et les forces de l'ordre, car il n'y aura pas d'indépendance de ce pouvoir sans les moyens d'actions. Il rappelle aussi que le Gouvernement du Cameroun devrait ratifier sans condition la Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles.
- ☹ **La Représentante du Ministère des Relations Extérieures (MINREXT)** a cherché à savoir pourquoi le CRED voudrait travailler sur autant de formes de discriminations dans son étude. **Le Président de CRED** rappelle la résolution 6/21 et 3/103 du Conseil des droits de l'Homme établissant un Comité Ad hoc chargé de l'élaboration des normes complémentaires dans lequel le CRED est engagé dans divers projets de proposition de textes normatifs pour interdire toutes les formes et manifestations contemporaines de discriminations qui ne sont pas encore inscrites dans les Conventions spécifiques sur les discriminations.

Constatant que l'ordre du jour est épuisé, à 13h 40 mn **le Président de CRED** déclare clos les travaux de restitution de l'étude et propose sur consensus que des concertations soient menées dans chaque département ministériel et par la Commission Nationale des droits de l'homme et des libertés en ce qui concerne les responsabilités sur le draft de programme national anti-discrimination.

Fait à Yaoundé, le **12.09.12**

**La secrétaire de séance** , Mle EBINENGUEGNE M. Nadine



## **ANNEXE 6 : Liste des Publications de CRED**

**-Revue de la situation de toutes les formes de libertés d'expression, de réunion et d'association dans 144 Etats Membres des Nations-Unies, CRED, Genève, 2010.**

**-Nations-Unies : Les devoirs de la réforme. Plaidoyer pour l'adoption du projet de Déclaration universelle des devoirs fondamentaux de la personne, CRED, Genève, 2009.**

**-Etude sur les violences faites aux hommes par les femmes au Cameroun, CRED, sous la direction de Hilaire BELL, novembre 2008**

**-Un monde sans vie : le bien et le mal de l'ascétisme, de l'euthanasie, de l'avortement, du suicide, et de la peine de mort, CRED, Hilaire BELL, décembre 2003.**

**-De la Problématique des devoirs de la femme à la Charte des devoirs de la femme, CRED, Hilaire BELL, mars 2004.**

**-Le terrorisme contemporain en Afrique : un aperçu de la situation, des causes, des conséquences, et des stratégies de lutte, Hilaire BELL, janvier 2005**

**-L'Etat des droits et des devoirs de la femme et de l'enfant au Cameroun, CRED, 2005**